

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 11 OCTOBRE 1978 - N° 766

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

SNCF

CONTRE LES SANCTIONS POUR LES EFFECTIFS

poursuite de la lutte

St Etienne : ● Réoccupation de la gare,
après l'intervention policière
● Le mouvement s'étend
dans la région lyonnaise par solidarité Lire en page 12

St Lazare : Grève surprise mardi matin

Mardi, les actions continuent chez les cheminots, certaines dénotent un réel durcissement, après les grèves de la semaine dernière et les sanctions que la SNCF n'a pas manqué de distribuer. Les cheminots ripostent, et à Saint Etienne occupent la gare. La direction régionale envoyait les flics, lundi, contre les grévistes de St Etienne. Après la mobilisation de riposte, les flics se retiraient, les grévistes réoccupaient la gare de St Etienne Châteaureux. Par solidarité,

les cheminots de la région lyonnaise se mobilisaient et mardi matin la grève s'étendait dans cette région. A Paris, les lignes de Paris St Lazare et Invalides sont également paralysées, là non plus, les cheminots n'acceptent pas la répression de la direction SNCF qui frappe les grévistes. Le mouvement semblait, mardi matin, s'étendre à d'autres régions.

TUNISIE

Lourdes condamnations à l'issue du procès truqué

PEINE DE TRAVAUX FORCÉS CONTRE LES SYNDICALISTES

C'est à la suite de la grève générale du 26 janvier dernier que 30 syndicalistes ont été arrêtés et inculpés de complot contre la sûreté intérieure de l'Etat.

Mardi matin, a été rendu le verdict du procès de Tunis : 10 ans de travaux forcés pour deux condamnés, dont Habib Achour, 3 condamnations à 8 ans, 4 à 6 ans, 6 à 5 ans de la même peine, 1 peine de 6 mois de prison sans sursis, 8 peines de 6 mois avec sursis, 6 acquittements.

Durant ce procès truqué de bout en bout, seule l'accusation a pu faire valoir ses thèses. Les avocats de la défense ont été récusés ; les avocats commis d'office ont refusé de plaider. Le jugement a été rendu sans même que tous les témoins aient été entendus.

La mobilisation autour du procès a empêché l'application de la peine de mort qui était requise.



IRAN

Grèves et manifestations se poursuivent

Alors que les grèves et les manifestations se poursuivent en Iran (plusieurs morts et plusieurs dizaines de blessés reconnus officiellement), l'Ayatollah Khomeiny a lancé, de Paris, un appel à poursuivre la lutte, invitant les étudiants à intervenir auprès de l'armée pour qu'elle cesse de soutenir le Shah et se débarrasse de la domination étrangère. Cette prise de position va accentuer les difficultés pour le régime. A un moment où le Shah tente des replâtrages au niveau de son gouvernement, elle compromet le succès de ces manœuvres.

Lire en page 12

Sommet arabe : 17 pays le 1^{er} novembre en Irak

Lire en page 12

Les problèmes de l'élargissement de la CEE

Les projets d'élargissement de la CEE à l'Espagne, à la Grèce et au Portugal suscitent des débats passionnés sur les conséquences de ces adhésions sur l'économie française. Nous faisons le point sur l'état actuel des échanges entre la CEE et les trois pays candidats, en tentant de cerner les conséquences probables de l'élargissement.

Lire en page 4

Plan acier au parlement : licenciements

Lire en page 12

Préparation du 40^e congrès de la CGT : manoeuvres en recul

Lire en page 5

Tribune libre : Radio verte Fessenheim

Lire en page 8



Tribune de discussion pour le 3^e Congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l

La tribune de discussion pour le 3^e Congrès du PCR ml est ouverte aux organisations du Parti, à ses sympathisants et ses amis. Dans ce cadre, les nombreuses contributions qui sont attendues pourront être publiées selon l'ordre et l'intérêt de la

discussion. Le camarade Jacques Wandler, membre du Comité Central et chargé par lui de cette tâche, répondra chaque fois que cela sera utile à ces contributions pour éclairer le sens des modifications dans le projet et éventuellement, les développer.

A propos du capitalisme d'Etat en France et du social-impérialisme

Dans *Le Quotidien du Peuple* du 7 octobre, un camarade de la banlieue nord de Paris explique qu'à son avis le PCF au pouvoir pourrait être amené à s'opposer au social-impérialisme et même «qu'il serait obligé de prendre en paroles des distances plus affirmées vis-à-vis du social-impérialisme que ne le fait Giscard». En disant cela, il semble infirmer la phrase du projet de programme qui dit que «l'instauration du capitalisme d'Etat aboutirait par la force des choses au renforcement de l'influence du social-impérialisme». Je pense qu'il y a plusieurs données qui justifient cette phrase dans notre programme.

Il faut tout d'abord prendre en compte la manière dont le PCF se situe aujourd'hui par rapport à

l'URSS. Certes, comme c'est dit dans le projet, le PCF développe un discours nationaliste ; certes, il essaye de se dédouaner de l'image repoussante qu'offre le pays de Brejnev. Il n'en reste pas moins qu'il considère l'URSS comme un pays socialiste, dont le régime économique et politique est «principalement bon». Le livre «L'URSS et nous» est édifiant à ce sujet. Il faut ensuite venir à ce qu'est le contenu du projet politique du PCF. Dans le domaine de la politique étrangère, c'est clair : le PCF se déclare favorable au thème de la «détente» tel que le prône Brejnev. Il se déclare favorable à ce que la France participe à un certain nombre de conférences internationales souhaitées par Brejnev. Il ne condamne

pas la présence des troupes cubaines en Afrique, au contraire, il l'approuve ; on se souvient de la complaisante et tapageuse réclame du PCF pour le festival de la jeunesse à Cuba... Il ne fait pas de doute qu'une fois au pouvoir, le PCF suivrait un certain nombre d'initiatives soviétiques, camouflées ou non sous le thème de la détente, mais qui dans les faits préparent la guerre.

Dans le domaine économique, le projet de capitalisme d'Etat du PCF s'apparente, sur bien des points, à celui qui existe en URSS. En même temps, pour lutter contre les multinationales, pour lutter contre la mainmise économique des Américains ou des Allemands, le PCF se déclare partisan de

réorienter les échanges de la France vers les pays qu'il appelle «socialistes», c'est-à-dire vers l'Europe de l'Est, vers le COMECON dominé par l'URSS. Parce que si, le PCF semble envisager de soustraire notre pays à l'influence américaine ou allemande, il ne remet en rien en cause les rapports impérialistes de la France avec les autres pays. La structure de notre commerce extérieur et de nos exportations, ne serait pas fondamentalement modifiée ; simplement le PCF propose d'offrir aux pays capitalistes d'Etat de l'Europe de l'Est de se substituer aux pays capitalistes occidentaux dans les échanges économiques de la France. Les travailleurs n'y gagneraient évidemment rien, par contre on voit quel bénéfice pourrait en

tirer l'URSS. Ce nouvel impérialisme a pris l'habitude, sous des couverts d'assistance économique, de s'ingérer dans les affaires intérieures de nombreux pays et d'essayer d'y imposer sa domination, en particulier dans les pays du Tiers Monde. La politique prônée par les dirigeants du PCF reviendrait, qu'ils le veuillent ou non, à faire glisser notre pays dans la zone d'influence de l'URSS... Voulant diminuer les rapports avec les USA ou la RFA, quelle autre solution aurait donc le PCF que de se tourner vers des pays au régime identique, c'est-à-dire où règne le capitalisme d'Etat. Très concrètement, le PCF se prononce aujourd'hui pour un accroissement important de nos rapports et de nos échanges avec

l'URSS, la RDA, la Tchécoslovaquie...

Enfin, l'instauration du capitalisme d'Etat en France ne pourrait signifier qu'une aggravation de la crise, et donc une plus grande faiblesse face aux superpuissances. On en revient alors aux choix politiques qui sont ceux du PCF aujourd'hui, largement favorables à l'URSS.

Peu importe les déclarations d'intention de Marchais, par la force des choses, du point de vue politique, comme du point de vue de la politique étrangère, comme du point de vue économique, la politique prônée par le PCF aboutit à faire reculer notre pays face aux pressions du social-impérialisme.

P.P. Paris

Le Quotidien du Peuple en danger ! 25 MILLIONS AU 1^{er} NOVEMBRE

Un peu plus de deux millions : c'est maintenant la somme qui nous est parvenue, en réponse à notre appel «25 millions avant le premier novembre !». C'est un début. Mais un début trop lent : à ce rythme, c'est cinq fois plus de temps que celui qui nous est imparti par la stricte nécessité de nos échéances, qu'il nous faudrait pour remplir nos objectifs.

Il faut le noter, la mobilisation est, à ce jour, différenciée : si nos camarades et nos lecteurs de Lyon ou de Besançon commencent à être engagés sur la bonne voie, suivis par ceux de Paris, du Nord, d'An-

gers... d'autres régions ne se sont pas encore manifestées. Au travail camarades.

Accélérer partout, s'engager dans l'action d'urgence là où ce n'est pas encore fait : voici les nécessités de l'heure.

L'exemple, c'est un camarade ouvrier de Bourgoin qui nous le donne : en même temps qu'il envoie un chèque de 200 francs, il indique qu'il va collecter autour de lui sur son lieu de travail. C'est avec cet état d'esprit offensif que nous pourrions parvenir à tenir les objectifs, à faire face à nos échéances, à sauver le *Quotidien du Peuple* du danger qui le menace !

Lille	40
Braderie	180
Roubaix	135
Dunkerque	300
Besançon	3 522
Angers	500
Paris	400
13 ^e	34
20 ^e	20
19 ^e	1 450
	2 000
	60
	50
INSEE	50
Banlieue Sud	1 000
	461
	65
Lyon	1 250
Des camarades	2 300
M. D.	200
Un groupe de postiers	450
A.L.	500
Un instituteur	350
L. et J. V.	500

Un ouvrier	80
Collecte au travail J.M.	220
F.C. renforçons le QdP	400
R.B.	200
Des lycéens	175
L.D.	600
Un ouvrier	150
Un enseignant	500
B.H. pour maintenir le QdP	200
S.L.	500
Un ouvrier de Villeurbanne	50
Patrick, donné par mes parents	100
J.P.C.	1 000
Un professeur	300

L.M. employée	200
Des camarades pour la 4 ^e année du Quotidien	1 000
D.D. soudeur	150
Vente de livres M.S.	335
Y.G.	140
M.-H. C. lycéenne	50
Alain O.S.	200
F.V.	150
N.C. dactylo	200
Total	22 667
Total précédent	602 989
Nouveau total	625 656

Pour que le *Quotidien du Peuple* reste à 12 pages, je verse F.

Nom :

Adresse :

Etablir les chèques à l'ordre du *Quotidien du Peuple* : CCP ; centre Paris, compte N° 23 132 48 F

Crédit Lyonnais : agence 24 470 compte N° 7 713

Falsifications historique et auto-justification
de la social-démocratie

QUAND LE PS «FORME» SES MILITANTS

Le goût amer de la défaite continue à marquer les partis de gauche. Pour justifier leur ligne politique passée comme pour se justifier auprès de leurs militants, PS et PCF multiplient les «explications». On sait la justification du PCF : alors que tout, ou presque, allait bien, les vieux démons de la social-démocratie sont réapparus pour inciter le PS à entreprendre son «virage à droite». Sous la forme d'une brochure intitulée : «*Néostalinisme aux couleurs de la France ou Union de la gauche ?*», le secrétariat à la Formation du PS apporte lui aussi sa réponse : alors que tout, ou presque, allait bien, les vieux démons du «stalinisme» sont réapparus pour inciter le PCF à rompre l'Union, et donc à compromettre les chances de victoire.

L'explication socialiste est la suivante : à partir du moment où le PCF a constaté que l'Union de la gauche ne lui était plus favorable, électoralement parlant, à partir du moment où il a constaté qu'il ne serait plus en position de force pour imposer ses conceptions à son partenaire, il a fait le choix de la rupture, avec les conséquences que cela entraîne. Quant au fond, cette explication n'est pas totalement fautive ; c'est vrai que la polémique est due à la volonté du PCF d'obtenir du PS un maximum de concessions comme il est vrai que les projets politiques en présence au sein de cette Union de la gauche étaient radicalement différents. Ils le sont d'ailleurs toujours. Là où le PS se trompe — ou ment — c'est quand il dit qu'il y a eu volonté consciente de la part du PCF de perdre la bataille électorale.

Il suffit de voir l'impasse dans laquelle se trouve aujourd'hui le parti de Marchais pour comprendre

qu'il avait malgré tout intérêt à la victoire, même s'il n'obtenait pas tout ce qu'il voulait.

L'essentiel de la brochure, destinée à l'éducation des militants socialistes, ne réside cependant pas là. L'auteur de la brochure, Colette Audry, une ancienne de la Gauche Révolutionnaire de Marceau Pivert dans les années 30, essaye de démontrer pourquoi le PCF a déclenché la polémique, pourquoi il a rompu l'Union de la gauche. Malgré quelques incohérences, son raisonnement se tient, et il se tient pour la bonne raison qu'il est basé de bout en bout sur une falsification historique. Pour Colette Audry, l'histoire est facile à écrire : en 1920, socialistes et communistes se séparent, plus sur des incompréhensions que sur de réelles oppositions idéologiques et politiques. Dès lors, l'histoire de la gauche en France n'est que l'histoire d'un vaste balancement alliant des périodes de relative unité entre SFIO et PC à des périodes d'hos-

tilités franches entre ces deux forces. Et ce n'est pas dans des phénomènes internes qu'il faut chercher l'explication de ces balancements, mais bien dans le fait que le PCF ne détermine sa politique qu'en fonction des intérêts et des directives de l'URSS. Ce fil directeur étant tracé, il ne reste plus à nos historiens du PS qu'à broder autour ; par exemple en dressant un parallèle entre la tactique classe contre classe développée par le parti communiste entre 1928 et 1934 et l'attitude du PCF aujourd'hui.

Quel que soit le bilan — qui reste à faire — de cette tactique classe contre classe, elle était le fait d'un parti qui se fixait comme objectif l'édification du socialisme en France. Aujourd'hui, la tactique du PCF est le fait d'un parti qui se fixe un objectif tout autre, puisqu'il s'agit du capitalisme d'Etat.

Là git le lièvre. Comment peut-on déterminer un fil directeur dans le comportement du PCF depuis 1920, alors que ce parti s'est transformé en son contraire. Comment peut-on dégager péremptoirement des constantes dans l'attitude de l'URSS, alors que celle-ci s'est transformée, de pays socialiste qu'elle était, en pays capitaliste et impérialiste ? Tout cela, le PS n'est pas sans le savoir.

On peut avancer une explication à cette falsification délibérée de l'histoire : c'est qu'elle permet, à tous

les moments de l'histoire, d'occulter le rôle des socialistes comme force politique au service de la bourgeoisie. Il est possible de critiquer le PCF, quand il fut un parti révolutionnaire ; il y a effectivement des questions qui se posent, et qui appellent une réflexion de notre part.

Mais pour Colette Audry, il s'agit avant tout de justifier, depuis 1920, l'attitude des sociaux-démocrates. Ceux-ci s'allient avec la droite ? C'est parce que le PCF refuse l'Union de la gauche. Ceux-ci votent les pleins pouvoirs à Pétain ? C'est à cause de la «faiblesse idéologique» des nouveaux adhérents. Ceux-ci animent la répression contre le peuple algérien ? «*Qui garde les mains propres quand il est au pouvoir ?*»

Rien de tout cela ne saurait être bien convaincant.

Et pourtant, ils sont nombreux, y compris au sein du PS ceux qui s'interrogent sur les réelles motivations du PCF aujourd'hui. Ceux-là ne trouveront pas de réponse dans des arguments qui étaient déjà ceux qu'esquissait Blum lors de son discours au Congrès de Tours en 1920 pour justifier son choix réformiste. La réponse, il faut la chercher dans ce qu'est aujourd'hui le projet politique du PCF, et dans les voies qu'il compte mettre en œuvre pour y parvenir.

N.D.

● Elleinstein, nouveau collaborateur du *Matin*

Si la contestation au sein du PCF se fait surtout aujourd'hui «à la base», si l'immense majorité de ceux qui avaient exprimé publiquement leur désaccord se taisent en ce moment, il est un contestataire qui fait parler de lui, c'est Jean Elleinstein. C'est à tel point que les grands hebdomadaires d'information se l'arrachent : la semaine dernière, c'était le *Nouvel Observateur*, cette semaine c'est *Paris Match*. De plus, *Le Matin* vient de faire savoir qu'Elleinstein figure désormais parmi ses collaborateurs, et qu'il publiera régulièrement des articles dans le quotidien socialiste. Il s'agit là d'un phénomène nouveau qui confirme, s'il en était besoin, deux données de la contestation interne au PCF. D'abord, la direction a développé de larges efforts pour rallier à elle le courant elleinsteinien : Marchais a reçu personnellement l'historien, celui-ci a pu s'exprimer tout à fait librement à la fête de l'*Humanité*, etc. Et pourtant, Elleinstein et ses partisans continuent la polémique et les critiques.

Dans le *Nouvel Observateur* de cette semaine, Yves Roucaute et Serge Lewish, deux «elleinsteiniens», s'en prennent en termes très vifs à l'*Humanité* accusée de falsifier les faits et de tromper délibérément les militants. On peut donc parler d'un échec de la direction dans sa tentative de rallier à elle ce courant.

Ensuite, la collaboration d'Elleinstein au *Matin* n'est pas fortuite. Ecrire régulièrement dans un journal proche du PS situe bien les caractéristiques politiques d'Elleinstein et de ses amis.

Très ouvertement, beaucoup plus en tout cas qu'au printemps dernier, ils se rapprochent des sociaux-démocrates.

Signalons enfin que Jean Elleinstein part pour un séjour de deux mois aux Etats-Unis. Il n'en continuera pas moins sa collaboration au *Matin*, sous forme de carnets de voyage. Même pendant cette période, la direction du PCF ne pourra pas être tranquille : la contestation elleinsteinienne continuera.

Le PSU contre Rocard

Le PSU a décidé de mener bataille contre l'opération lancée par son ex-secrétaire national. C'est ce qu'a précisé Victor Leduc, secrétaire national du PSU : «*Nous ne voulons pas laisser le champ libre au réformisme moderne se parant des couleurs de l'autogestion*». Le PSU entend «*disputer le terrain aux rocardiens non pas à coups d'anathèmes et de procès d'intention, mais en dévoilant les contradictions et les implications réelles du projet Rocard*» qui est essentiellement, pour lui, un projet de cogestion. Le PSU considère malgré tout que Rocard «*propose des réponses plus sociales que celles du pouvoir*».

Fiterman-Rocard même combat ?

Jeudi soir se tiendra un meeting commun de la gauche à Joinville le Pont. On annonce la participation à la même tribune de Fiterman pour le PCF, de Rocard pour le PS, de Loncle pour le MRG et Mousel pour le PSU. L'élection municipale de Joinville le Pont ayant été annulée par le tribunal administratif, les électeurs retourneront voter le 15 octobre. La liste d'union de la gauche invalidée se représente unie devant les électeurs.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Chômage : le déficit des Assedic menace 700 000 travailleurs au chômage

Au 31 juillet, et selon les chiffres officiels, le nombre des chômeurs s'élevait à 1 241 100.

Parmi ceux-ci, 722 300 étaient indemnisés, d'une manière ou d'une autre.

213 800 travailleurs au chômage ne bénéficient que de l'aide publique, soit 16,50 francs par jour.

333 400 bénéficient de l'allocation spéciale des Assedic, soit environ 35 % du salaire. Pour une petite minorité d'entre eux, cette allocation se cumule avec l'aide publique.

Enfin, 175 100 chômeurs bénéficiaient fin juillet des 90 % de salaires dus aux licenciements économiques.

Si les Assedic ne pouvaient plus payer à la mi-janvier, comme il en est fortement question, c'est plus de 700 000 travailleurs qui verraient leurs conditions de vie s'écrouler de manière dramatique.

Barre - RPR : des sourires de façade

«Climat cordial» selon les services du Premier ministre. «Excellent climat» selon Labbé. Chacun voulait donner de la rencontre Barre - RPR, qui s'est tenue lundi matin, une bonne image. Les crispations n'ont cependant pas disparu derrière les sourires. Labbé, Falala et Guéna avaient été mandatés par le RPR pour établir «un *modus vivendi* pour la durée de la session parlementaire». Après une heure et demie d'entretiens, ils sont ressortis avec, semble-t-il, quelque assurance. On ne connaît cependant le contenu de l'entretien qu'après la réunion du Comité central du RPR qui se tient ce mardi soir à Paris.

Pflimlin et le Parlement européen

Pierre Pflimlin a répondu à Debré qui exprimait des inquiétudes quant aux pouvoirs du Parlement européen. En accroissant ses inquiétudes. Pflimlin, qui sera probablement candidat UDF aux élections européennes, a en effet déclaré : «*Ce que les uns redoutent et que les autres — dont je suis — souhaitent est que ce mode d'élection confère au Parlement une importance accrue, obligeant les gouvernements à tenir compte de ses affirmations politiques*».

Français de l'étranger : plus de 150 000 voix en mars

Le Conseil supérieur des Français à l'étranger vient d'élire son premier vice-président : il s'agit du sénateur giscardien Paul d'Ornano. Le président de cette association est, de droit, le ministre des Affaires étrangères. Au cours des travaux, qui se sont déroulés la semaine dernière, il a naturellement été question du vote des Français de l'étranger. 153 700 Français de l'étranger ont voté en mars dernier. Il paraît que ça ne représente que 10 % du total des électeurs français résidant à l'étranger. L'association se fixe donc pour tâche d'inciter encore plus de résidents à l'étranger à voter.

Collectivités locales : les propositions du PS

La «Fédération Nationale des Élus socialistes et républicains» (F.N.E.S.R.) a tenu des «états généraux des communes rurales» ce week-end à Limoges. Les élus présents, tous membres du PS, ont fait une nouvelle proposition : que soit créée, entre la commune et le département, une nouvelle structure regroupant diverses communes d'un même canton ou d'un même «pays». Cette structure serait dirigée par un comité élu au suffrage universel. Cette proposition n'est pas fondamentalement contradictoire avec les projets gouvernementaux tels qu'on peut les connaître à travers le rapport Guichard notamment. Dans les deux cas, il s'agit de diminuer le nombre des communes existant en France actuellement.

LES PROBLEMES DE L'ELARGISSEMENT DE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

Par François NOLET

● La candidature de l'Espagne, de la Grèce et du Portugal

● La candidature de l'Espagne, de la Grèce et du Portugal à l'entrée dans le Marché commun suscite de nombreuses polémiques sur les effets qui s'ensuivraient sur l'économie de la CEE, en particulier sur l'agriculture et la viticulture dans le Midi de la France. A l'heure actuelle, les trois pays candidats sont liés à la CEE par des accords d'association prévoyant des modalités différentes pour chaque pays. Nous faisons le point sur le volume actuel des échanges entre la CEE et chacun des

pays candidats, et les termes des accords d'association qui les lient d'ores et déjà à la CEE.

Il nous faudra tenter d'apprécier les changements qu'apporterait à ces échanges l'entrée des trois pays dans la CEE. Sachant que le problème se pose différemment pour l'agriculture que pour l'industrie. Pour les produits tant agricoles qu'industriels, le principe est celui de la libre circulation des produits (sans barrière douanière). Pour les produits agricoles, ces échanges doivent s'opérer sur la base

de prix communs à l'ensemble de la communauté. Concernant les produits industriels, au contraire, les produits circulent sans que soient fixés des prix communs. L'entrée de trois nouveaux pays impliquerait donc une révision de la politique agricole commune, d'autant plus importante que l'agriculture occupe une grande place dans leur économie. L'ouverture des frontières pour les produits industriels aurait des conséquences que nous tenterons d'analyser pour chacun des pays considérés.

L'Espagne

L'Espagne est liée, depuis le 1^{er} octobre 1970, à la CEE (à six) par un accord commercial préférentiel. Aux termes de cet accord, 60 % des exportations agricoles de l'Espagne bénéficient de réductions tarifaires. Ces réductions atteignent 40 % des droits pour les agrumes, sous réserve du respect par l'Espagne des prix de références communautaires ; pour les vins, ils sont de l'ordre de 30 à 60 %, dans la limite de contingents annuels. Pour d'autres produits, ils sont de l'ordre de 50 %. En contre-partie, l'Espagne applique des tarifs préférentiels pour certains produits de la CEE, en particulier les produits laitiers.

Les produits industriels espagnols pénètrent librement dans la CEE, mais l'Espagne applique des droits de douane aux importations industrielles.

Notons que cet accord ne s'applique qu'aux six pays membres fondateurs de la CEE. Pour les trois autres (Grande Breta-

gne, Irlande, Danemark), les échanges se font dans les mêmes termes qu'avec les pays tiers (non-membres de la CEE)

L'agriculture de l'Espagne n'occupe plus que 23 % de la main d'œuvre (contre 40 % en 1960). Malgré le développement de l'industrie ces dernières années, l'agriculture garde une place importante. L'Espagne a la plus grande surface cultivée d'Europe, après la France.

Dans le Nord du pays, les exploitations sont constituées essentiellement de très petites exploitations alors qu'au Sud, les latifundias dominent.

Notons que, sur le plan des échanges agricoles, l'Espagne est à présent excédentaire vis-à-vis de la CEE. L'excédent est de 180 millions de dollars par rapport à l'Allemagne, de 172 millions vis-à-vis de l'Italie, de 44 millions vis-à-vis de la France. Elle est par contre déficitaire avec les Etats-Unis ; elle comble ce déficit par l'excédent qu'elle réalise avec la CEE.

La RFA et l'Italie compensent

LES ÉCHANGES DE L'ESPAGNE ET LA PART DE LA CEE

(1974)

	Importations espagnoles	Exportations
Total en millions de francs	79 607	36 053
RFA	11,3 %	11,1 %
France	8,6 %	12,6 %
Italie	5,3 %	5,5 %
Grande-Bretagne	4,8 %	9,1 %
Reste de la CEE	5,8 %	9,1 %
Total CEE	35,8 %	47,4 %
USA	15,6 %	11,7 %
Reste du monde	48,6 %	40,9 %

leur déficit agricole pour les produits par des ventes de produits industriels. La proportion d'exportations industrielles de la France vers l'Espagne est plus faible que pour ces pays.

LES CONSÉQUENCES PROBABLES

Les problèmes principaux soulevés à l'occasion de l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun sont les problèmes agrico-

les. L'Espagne dispose en ce domaine d'atouts non négligeables sur ce marché, principalement dans deux domaines :

— Les fruits et légumes : l'Espagne est le deuxième producteur européen de fruits et légumes ; elle est favorisée par son climat et le plus faible coût de sa main d'œuvre ;

— Le vin : la superficie du vignoble espagnol (1,7 million d'hectares) est supérieure à celle des vignobles italiens (1,4 million

d'ha) et français (1,2 million). Le problème principal à cet égard est celui des vins rouges de table : leur prix de revient est inférieur de 40 % à celui des vins français de même catégorie (et également inférieur aux prix italiens les plus bas). Leur qualité et leur degré alcoolique élevé les rendent propices au coupage. La concurrence menacerait donc les vins de table français. Des conséquences s'ensuivraient également dans les vins italiens : ceux-ci trouveraient moins facilement à s'écouler sur le marché français qu'à l'heure actuelle.

Sur le plan industriel, la suppression des barrières douanières poserait des problèmes à l'Espagne. A l'heure actuelle, ses produits industriels entrent en franchise dans six des pays de la communauté européenne : de ce point de vue, il n'y aurait pas de changement, mais pour les importations, l'Espagne serait contrainte d'ouvrir ses frontières. Ce qui explique que le patronat français soit favorable à l'entrée de l'Espagne dans la CEE.

La Grèce

La Grèce est associée à la CEE depuis 1961. L'accord d'association porte sur :

— une union douanière
— une harmonisation des politiques de développement économique.
— des prêts pour le développement de l'économie agricole.

L'accord d'association a été «gelé» pendant la période des colonels (de 1967 à 1974). Pendant cette période, les prêts ont été suspendus, ainsi que l'harmonisation des politiques agricoles. Depuis 1974, ces obstacles sont levés.

Selon un accord intervenu au 1^{er} juillet 1968, la Grèce jouit d'une franchise douanière pour ses exportations industrielles en direction de la CEE, et pour une

part importante de ses exportations agricoles.

En contre-partie, la Grèce, par cet accord, s'engageait à lever progressivement les droits de restrictions aux importations en provenance de la CEE. Ces droits devaient être supprimés pour certains produits au bout de 12 ans (ce qui a été effectué en 1974), et au bout de 22 ans pour les autres produits. Actuellement, environ les 2/3 des exportations de la CEE vers la Grèce entrent en franchise douanière.

La Grèce (9 millions d'habitants) a une structure économique principalement agricole : l'agriculture occupe 36 % de la population active (contre une moyenne de 5,3 % pour la communauté).

L'industrie est constituée en majorité de petites et moyennes

ECHANGES GRECE CEE (1976)

	Exp. Grec.	Imp.
En millions de F.	622	9 511
% du com. Ext. grec.	5,7 %	35 %

entreprises.

Le commerce extérieur grec souffre d'un déficit chronique : les importations ne sont couvertes qu'à 37 % par les exportations. Les transferts des Grecs à l'étranger, ainsi que le tourisme, servent à équilibrer la balance des paiements.

Dans l'agriculture, les petites exploitations occupent la place la plus importante. Les exploita-

tions de 1 à 5 hectares représentent 43 % des surfaces cultivées et 73 % du nombre total des exploitations. La surface moyenne des exploitations (8,5 hectares) est très inférieure à la moyenne de la CEE (17,4 ha). Les principaux produits agricoles exportés par la Grèce sont les agrumes, le vin, les raisins frais, les pêches, les concentrés de tomates et l'huile d'olive. Certains produits sont dès maintenant compétitifs sur le marché communautaire : il s'agit des concentrés de tomates, des pêches et des fruits au sirop.

LES CONSÉQUENCES PRÉVISIBLES

L'entrée de la Grèce dans la CEE dans les circonstances actuelles aurait des conséquences immédiates probablement peu

importantes sur le marché agricole français, sauf pour quelques productions spécifiques. Mais la Grèce a déjà préparé son entrée dans le Marché commun en mettant en place un plan de développement des cultures irriguées. Cette politique systématique d'accroissement de l'irrigation, jointe à une concentration des terres, pourrait, au terme de quelques années, accroître la capacité concurrentielle de l'agriculture grecque.

Au niveau de l'industrie, la Grèce bénéficie déjà de la franchise douanière pour ses exportations. Son entrée dans la CEE l'obligerait à lever les restrictions aux importations plus rapidement qu'il n'était prévu dans l'accord d'association, ce qui causerait immanquablement des difficultés à son industrie, qui est peu concentrée.

Le Portugal

L'association du Portugal à la CEE était inscrite en filigrane dans la candidature, puis l'adhésion de la Grande-Bretagne à la CEE, en raison des liens économiques importants qui lient le Portugal à ce pays dans le cadre de l'Association européenne de libre échange. C'est ainsi que se sont ouvertes en 1971 des négociations Portugal-CEE qui ont abouti à la conclusion d'un accord d'association reprenant les termes des accords liant la CEE aux pays membres de l'Association européenne de libre échange.

Aux termes de cet accord, les barrières douanières devaient être progressivement levées dans la période du 1^{er} juin au 1^{er} juillet 1977. Un an avant la date prévue, le 1^{er} juillet 1976, les droits de douane étaient pour l'essentiel supprimés pour les exportations portugaises en direction de la CEE. Le Portugal conservait la possibilité de rétablir des

droits de douane sur les importations en provenance de la CEE, dans des limites de 20%, pour protéger certains secteurs industriels particulièrement menacés. La suppression totale de ces droits doit intervenir en 1985. Des contingentements sont imposés aux exportations portugaises de vins de Porto, de Madère et de Setubal ; en contre-partie, il bénéficie de réductions tarifaires de l'ordre de 30 à 60 % sur ces produits.

La CEE est de loin le premier client et le premier fournisseur du Portugal. 40,2 % des importations de la CEE viennent du Portugal et 50,2 % des exportations portugaises lui sont destinées (chiffres de 1975).

La balance commerciale du Portugal est largement déficitaire tant en ce qui concerne ses échanges avec la CEE qu'avec l'ensemble du monde.

Le Portugal (9 600 000 habitants) a une structure économique essentiellement agricole. Certaines de ses industries ont

ÉCHANGES DU PORTUGAL AVEC LA CEE EN MILLIONS DE FRANCS ET PART DE CHAQUE PAYS DANS CES ÉCHANGES (1975)

	Exportations portugaises		Importations	
RFA	825	10 %	1 831	11,4 %
France	544	6,7 %	1 221	7,6 %
Italie	264	3,2 %	808	5 %
Pays-Bas	231	2,8 %	577	3,6 %
Belgique-Lux.	264	3,2 %	462	2,9 %
Grande-Bretagne	1 732	21,2 %	1 402	8,7 %
Total	3 861	43,4 %	6 303	39,1 %
Total tous pays	8 151		16 120	

connu un certain développement ces dernières années : particulièrement les industries alimentaires, les boissons, le textile, les vêtements et chaussures.

L'agriculture occupe encore près de 30 % de la population active. Depuis 1960, la population employée dans l'agriculture a tendu à diminuer. Depuis 1970, l'exode rural s'accélère pour atteindre 8 % par an. Cet exode atteint davantage les sala-

riés agricoles que les exploitants eux-mêmes.

Les structures agricoles connaissent des contrastes importants. Les latifundias (plus de 100 hectares) ne représentent que 0,9 % du nombre des exploitations, mais 46 % des surfaces. Les petites exploitations (moins de 5 hectares) ne représentent que 16 % des surfaces (mais 71 % du nombre des exploitations).

80 % des exportations agricoles du Portugal sont constituées par les produits suivants :

— boissons (vins de table, Porto, Madère)
— fruits et légumes (concentrés de tomates en particulier)
— conserves de poissons.

LES CHANGEMENTS PRÉVISIBLES

L'adhésion du Portugal à la CEE serait favorable à ses exportations dans certains secteurs particuliers, tels que les sardines en boîte et les concentrés de tomates (actuellement soumis à des contingentements).

Mais hormis ces domaines particuliers, il est probable que son adhésion poserait plus de problèmes au Portugal qu'à la CEE, tant au niveau agricole qu'industriel. Il s'ensuivrait une concentration plus rapide dans l'industrie ; dans l'agriculture, la tendance déjà amorcée de regroupement de terres (et d'exode rural consécutif) s'en trouverait accélérée.

Tribune du 40^e congrès de la CGT

OUVERTURE, MANOEUVRES EN RECU

● Depuis plusieurs semaines, *La Vie Ouvrière* publie une tribune de discussion pour le 40^e congrès fédéral de la CGT. Cette tribune appelle quelques remarques. D'abord, la « commission animation du Congrès », officiellement chargée de la tâche de préparer cette tribune, ne croit pas de laisser passer des critiques très sévères contre les instances dirigeantes. Ensuite, la quasi totalité des contributions alimentant cette tribune porte sur les mêmes questions : la dépendance de la CGT par rapport au PCF, et plus particulièrement le soutien ouvert au PCF lors de la campagne électorale. Enfin, si ces contributions posent de réels problèmes, si leur existence même, du simple fait de sa nouveauté, n'est pas négligeable, il reste à apprécier dans quelles limites réelles se mène ce débat, et quelles répercussions il peut avoir au niveau du congrès, au niveau de la ligne même de la CGT.

Critiques très sévères, assurément. Quelques exemples, pris dans le dernier numéro de la *Vie Ouvrière* : « C'est une subordination totale de la CGT au PCF qui a fait prendre cette position. Cette position n'est pas approuvée par tous les adhérents ou militants CGT. Voir les résultats des élections et les démissions enregistrées (conséquences dont vous ne parlez pas) ». Ou cet autre : « Il faut que le Congrès en

débate en profondeur, car la base, dégoutée, va se détacher et de la gauche, et de la CGT ». Ou encore : « Ce silence exaspérant, ce refus d'écouter, de faire les comptes, de prendre conscience, d'analyser et de faire des propositions intéressantes, pourquoi ? ».

Pourquoi aujourd'hui, la direction de la CGT laisse-t-elle passer de telles critiques ? N'est-ce pas précisément le signe des profondes difficultés qu'a

suscitées la ligne appliquée ? Bien sûr. Car c'est bien la première fois qu'on se trouve devant une telle situation. La défaite de la gauche a amplifié d'une façon très importante les interrogations des syndiqués, a élargi le débat qui ne se posait pas avec la même force tant que l'incertitude demeurait. La sanction des élections étant tombée, il n'était plus possible de faire taire les gens au nom de la victoire de la gauche. C'est donc bien contrainte et forcée que la direction de la CGT a ouvert ce débat, qui se développait de toutes façons, quoi qu'elle fasse.

Les débats portent essentiellement sur la dépendance de la CGT par rapport au PCF. Principalement sur les positions de la confédération favorables au PCF, pendant toute la campagne électorale, et ce n'est pas étonnant. Mais aussi sur le poids des membres du PCF dans l'organisation CGT, sur la position de la centrale sur

les pays de l'Est... Questions très importantes, sur lesquelles il apparaît nettement qu'il y a une importante contestation.

Telle que se présente la tribune, les choses se divisent grossièrement en deux : il y a ceux qui défendent toutes les positions prises par la confédération, et ceux qui estiment qu'elle a ouvertement fait le jeu du PCF. Parmi ces derniers, une part non négligeable est accordée à des syndiqués qui défendent assez clairement le point de vue du PS, et qui, tout en posant des questions réelles, revendiquent principalement plus de places pour des représentants de la tendance PS. Il y a enfin les syndiqués qui ne se placent pas dans cette problématique de savoir s'il faut garder la même composition de la direction ou redistribuer quelques places au PS. On se trouve donc devant les critiques qui peuvent être les mêmes, mais qui ne visent pas le même but.

Et c'est là une question importante, qui fixe en partie les limites du débat, et explique aussi pourquoi la direction CGT peut se permettre de le mener. En dosant habilement les différentes positions, en n'hésitant pas à publier des contributions qui proposent clairement le droit de tendance, dont elle sait bien que la majorité des syndiqués ne veut pas, à juste titre, elle compte bien réussir à noyer le poisson. Et surtout, elle fait un calcul assez simple. Ouvrir un peu les portes, limiter les dégâts en faisant s'exprimer les syndiqués, et conserver l'essentiel, à savoir la ligne. Car il y a bien quelque chose de provocateur dans le texte d'orientation et le rapport d'activité présentés au Congrès : pas une virgule n'a été changée sur le point capital de l'attitude de la confédération pendant la période électorale. Tout est justifié dans le moindre détail. Alors, quel lien y a-t-il donc entre ce débat, entre la remise en cause assez large des

orientations par de nombreux militants, et cette certitude de la direction CGT qui ne pose même pas le problème de savoir si c'était juste ou pas ? Quel contenu réel y a-t-il à cette démocratie proclamée par la direction CGT ?

Ainsi donc, il n'y a pas d'ambiguïté à laisser planer sur ce débat. Il est certain que la direction CGT manœuvre en recul, que c'est la pression des syndiqués qui a imposé ce débat. Et tous les syndiqués qui veulent faire de la CGT l'instrument dont les travailleurs ont besoin, doivent se saisir d'une façon offensive de cette situation, pour approfondir le débat, porter des coups aux positions du PCF dans la CGT. Mais sans perdre de vue la tactique mise au point par la direction de la CGT, qui consiste à sauver la ligne, et à conserver au PCF la direction effective de la CGT. Sans laisser croire non plus qu'on peut faire l'économie d'une dure bataille.

Monique CHERAN

INFORMATIONS GENERALES

Cri d'alarme des associations d'usagers

«LE RAPPORT GUILLAUMAT EST UNE NEGATION DU DROIT AUX TRANSPORTS»

● Lors d'une conférence de presse tenue le 5 octobre dernier, la Fédération nationale des associations d'usagers des transports (FNAUT) a lancé un cri d'alarme à propos des orientations présentées par le rapport de la commission Guillaumat « sur les transports terrestres ».

Les représentants de la FNAUT présentent une critique en plusieurs points de ce rapport.

● La capacité des transports collectifs serait suffisante aux yeux de la commission gouvernementale : ne serait-ce pas plutôt la pénurie de transports en commun qui conduit à une utilisation abusive de l'automobile masquant par voie de retour l'ampleur réelle de cette pénurie ?

● La commission juge « irréaliste » le report d'une partie importante du trafic automobile vers les transports en commun. Or et de nombreux exemples l'ont montré, de bons transports collectifs sont attractifs.

● Guillaumat suggère de « désengager » le chemin de fer du transport de marchandises par « wagons iso-

lés » pour réduire le réseau SNCF de 34 000 km à 20 000 km, et le nombre de gares de 4 200 à 1 000 environ ! Les associations d'usagers refusent tant ce projet que la démarche qui le sous-tend. Projet dangereux car il amputerait à nouveau un réseau ferré qu'il l'a déjà trop été, un réseau qui de surcroît est déjà insuffisant ! La fin du transport des wagons isolés par la SNCF jetterait rapidement sur les routes 100 000 poids lourds de plus. Compte-tenu des normes actuelles de ces camions (18 mètres de long et 38 tonnes de poids total), les coûts d'entretien du réseau routier seraient trop importants. La FNAUT conteste fondamentalement la démarche du pouvoir qui depuis 50 ans essaye « d'enrayer le déficit de la SNCF » en amputant le réseau alors que la fermeture de la moitié du réseau ferré n'a pas diminué au contraire le « déficit » en question ! La soi-disant solution de Guillaumat étant de rendre plus vive la concurrence entre le rail et la route, au détriment du rail !

● Le rapport propose la suppression des omnibus ferroviaires et leur rempla-

cement par des autocars pour faire des économies d'énergie. Cet argument ne vaut pas : d'abord parce que la tactique qui consiste en modifiant les horaires, à « vider » une petite ligne de ses usagers pour ensuite la fermer au nom de sa non rentabilité est bien connue. Ensuite parce que les autocars avec 30 km/h de moyenne rendent un service inférieur à celui des omnibus (60 km/h) de moyenne. De plus, la liquidation d'une petite ligne est suivie, compte tenu de l'incommodité du transport par autocar, de la disparition de la moitié du trafic dans les trois mois qui suivent, et des deux tiers dans l'année qui suit : les usagers se voyant contraints à l'automobile « non par goût comme le pensent les auteurs du rapport Guillaumat, mais par nécessité ».

● La commission Guillaumat, partant du principe que la combinaison des transports collectifs et individuels permet d'assurer la mobilité sur l'ensemble du territoire estime cyniquement que le maintien de transports collectifs dans les zones faiblement peuplées n'a pas à être assuré !

Position qui conduit à aggraver les inégalités régionales et à frapper d'immobilité les travailleurs âgés ou handicapés qui ne peuvent conduire une automobile ! Il faut rappeler que cette population dite « captive » des transports en commun (enfants, retraités, handicapés...) représente un tiers de la population française !

● Enfin les usagers dénoncent la suppression envisagée des réductions consenties à certaines catégories de voyageurs par la SNCF. Au total, les associations d'usagers rejettent fondamentalement les orientations de la commission, fondées « sur le mythe de la suprématie automobile et sur le fétichisme de la concurrence ». Le rapport Guillaumat « n'est plus qu'un nouvel outil destiné à détruire le service public de transport », à « nier le droit au transport » des usagers. Les associations estiment en fin de compte que l'application des orientations de la commission « conduirait l'organisation des transports de notre pays au désastre ».

Pierre PUJOL

● Trois ouvriers blessés sur un chantier parisien

Trois ouvriers du bâtiment ont été accidentés, lundi après-midi sur un chantier du boulevard des Italiens à Paris. Les ouvriers étaient en train de couler une dalle de béton, et avant que celle-ci puisse être achevée, les étais qui la soutenaient se sont affaissés, sous le poids trop important, sans mesure avec la résistance des matériaux employés. Trois ouvriers ont été alors précipités cinq mètres plus bas, blessant grièvement l'un d'entre eux. Quelques minutes auparavant, une dizaine de leurs camarades se trouvaient sous la dalle... Une nouvelle illustration dramatique de la conception de la sécurité qui prévaut dans le bâtiment, secteur record en nombre et gravité des accidents du travail.

● Un docker tué à Port Saint Louis du Rhône

Au cours du déchargement d'un navire, « Melbourne Express », un docker de vingt cinq ans a trouvé la mort, à la suite d'une explosion de « nature indéterminée ». Un autre docker du même âge a été blessé par la même explosion.

● Electrocuté, sa table de travail était sous tension

Un agent de maîtrise a été électrocuté lundi matin dans l'usine de cartonnage Garceau à Ezy, dans l'Eure. C'est en voulant déplacer sa table de travail qu'il s'est pris une décharge électrique dont il ne s'est pas remis. Un fil électrique dénudé, avait mis en tension la table.

Les travailleurs de cette entreprise ont demandé une réunion urgente du Comité Hygiène et Sécurité, pour établir clairement les origines de cet accident, et prendre des mesures contre la dégradation générale des conditions de travail et de sécurité qu'ils subissent particulièrement depuis trois mois, date du licenciement de vingt travailleurs de cette entreprise. Il ont débrayé pendant cette journée pour appuyer leur revendication.

LUTTES OUVRIÈRES

Gennevilliers

DIVISION
DES DIRIGEANTS
CÉGÉTISTES
ET RÉPRESSION

Depuis plusieurs mois, des centaines de résidents des foyers Sonacotra, dont de nombreux délégués, sont entraînés devant les tribunaux par la Sonacotra qui réclame le paiement «en retard» des loyers, sous peine d'expulsion.

Alors que dans l'ensemble cette offensive a connu un large échec, du fait de la mobilisation des résidents, certains une fois de plus, en profitent pour tenter de récupérer le mouvement, de le diviser, de le saboter. Ainsi, à Gennevilliers, (Hauts de Seine), la direction de la CGT, il y a quelques jours, décidait de nommer son propre avocat pour «défendre» les résidents du foyer de la ville (convoqués devant le tri-

bunal) sans bien entendu les avoir consultés.

L'avocat de la CGT, au tribunal, s'engageait — au nom des résidents ! — à arrêter la grève des loyers et à payer le «retard» (!) de ceux-ci !

Fort de cet «engagement» — non appliqué et pour cause, par les résidents — le tribunal a ordonné vendredi dernier l'expulsion (qui a été effectuée) de 23 résidents du foyer !

Politique de division qui favorise la répression, politique de compromis qui met au rencart les véritables revendications des résidents : la réalité du «soutien» des dirigeants cégétistes, une fois de plus, éclate au grand jour.

Strasbourg

PROCES
CONTRE 11 RÉSIDENTS

Communiqué

Le plan de répression du ministre Stoléro et de la Sonacotra contre les 30 000 résidents des foyers en grève autour de leur comité de coordination n'a pas réussi à briser notre lutte pendant l'été.

Malgré les procès engagés contre plus de 100 résidents dans toute la France et grâce à notre mobilisation, la grève s'est encore étendue et renforcée : dans l'Est (Alsace-Lorraine) il y avait 7 foyers en grève en mai, ils sont maintenant plus de 25 ! La grève se poursuit dans les 5 foyers de Strasbourg et les 2 foyers de Colmar.

La Sonacotra n'a pas réussi à obtenir l'expulsion hors des foyers de certains résidents comme elle le

demandait. A Strasbourg le juge des Référé s'était déclaré incompétent pour l'expulsion de 11 résidents et délégués le 25 juillet.

La Sonacotra a fait appel et le procès devait avoir lieu ce lundi, 9 octobre à 9 heures à la Cour d'Appel de Colmar.

Cette lutte contre les loyers chers et contre l'oppression concerne toute la classe ouvrière !

Rejoignez les Comités de Soutien (permanence à Strasbourg chaque mercredi à 19 h 30 au 12 rue du Renard-Préchant, Kruteau).

● Comité de résidents des foyers Sonacotra de Strasbourg

● Comité de soutien

Saint Denis Pierrefite

● LES RÉSIDENTS ASSIGNÉS
EN JUSTICE LE 13 OCTOBRE● LA MOBILISATION
SE PRÉPARE

Depuis bientôt 4 ans, les résidents des Foyers Sonacotra sont en grève des loyers pour :

— la baisse de 100 F des loyers et les blocages (aujourd'hui 270 F pour 4 et 6 m²)

— L'amélioration des conditions de logement et de sécurité dans les foyers

— Le changement du règlement intérieur (liberté de réunion et de visites)

— Le départ des gérants racistes et provocateurs

— La reconnaissance des Comités de Résidents de chaque foyer et du Comité de Coordination, seul représentant des résidents en grève.

La Sonacotra n'a jamais reconnu nos revendications et nous condamne aujourd'hui à payer les arriérés des loyers (7 000 à 10 000 F). Mais qui est donc responsable du retard des loyers, si ce n'est la Sonacotra qui refuse toute négociation avec le Comité de Coordination ?

Malgré les intimidations et les provocations de la Sonacotra et de Stoléro — 6,5 % d'augmentation au 1^{er} juillet 1978, les menaces d'expulsion des foyers et du territoire, les menaces de saisies-arrêt sur nos salaires — les résidents des Foyers Sonacotra ont renforcé leur lutte et étendent la grève à de nombreux foyers Sonacotra, ADEF, AFTAM, FRP, AMLI... dans toute la France.



Déjà en 1976, la Sonacotra et Poniatowski avaient essayé de briser la grève en expulsant 18 délégués du Comité de Coordination. En juin 1976, la Sonacotra avait fait des saisies-arrêt sur les salaires de 84 résidents du Foyer de Saint Denis et 52 du foyer de Pierrefite. Mais la mobilisation et la riposte des résidents ainsi que le soutien des travailleurs français avaient fait échec

à ces mesures d'intimidation.

Aujourd'hui encore la Sonacotra et Stoléro assignent les résidents des Foyers de Saint Denis et de Pierrefite devant le tribunal de Saint Denis.

Les Comités de Résidents des deux foyers appellent tous les travailleurs français et immigrés à venir manifester le 13 octobre 1978 à 13 h 30 devant

le Tribunal d'Instance de Saint-Denis (22 bis, rue Gabriel Péri 93 200 Saint Denis. Métro : Porte de Paris), leur solidarité à la lutte des résidents des foyers pour faire échec aux coups de Stoléro et de la Sonacotra et de leurs alliés.

Comité des Résidents des Foyers Sonacotra de Pierrefite et de Saint Denis

Sainte Geneviève des Bois

2 ANS DE LUTTE

Les résidents du Foyer de Sainte Geneviève sont en grève depuis le mois de septembre 1976, pour une baisse de 100 F, le blocage du loyer et le changement du règlement intérieur. Avant de déclencher cette grève, nous avons élu un comité de résidents en assemblée générale pour que ce comité soit le porte parole des résidents, pour défendre leurs revendications et pour notre représentation au comité de Coordination, seul représentant des résidents.

Au début de notre second mouvement de revendications, la Sonacotra a essayé de faire signer un nouveau protocole d'accord, comme elle l'avait fait lors de notre première grève. Cette manœuvre

ayant échoué, elle changea de tactique en essayant d'intimider un de nos délégués combattifs.

— Convocation au commissariat pour obtenir son expulsion. Devant la mobilisation des résidents et des travailleurs français, elle a reculé.

— Lettre de menace anonyme à ce délégué, lui demandant de quitter le foyer immédiatement, s'il voulait rester en vie.

— 2 agressions sur le chemin du foyer.

Après toutes ces menaces, le délégué reçut 2 lettres recommandées et une non recommandée, lui demandant la mobilisation de l'expulser du foyer avec un autre délégué sous les 8 jours.

Ensuite, comme dans beaucoup d'autres foyers, ces 2 délégués de Ste Geneviève et 5 résidents de Chilly Mazarin furent assignés devant le tribunal le Longjumeau le 7 juillet 1978 à 9 heures. Plus de 400 personnes étaient présentes devant le tribunal, malgré l'absence du foyer de Chilly. La salle d'audience étant trop petite, seuls une quarantaine de résidents étaient à l'intérieur, les autres restant à l'extérieur criant des mots d'ordre : «Sonacotra cédera», «les résidents vaincront», «Vive le comité de Coordination», et «travailleurs français immigrés une seule classe ouvrière». Le juge différa la réponse du jugement et la reporta au 2 octobre.

Le 2 octobre, quelques résidents et quelques travailleurs français accompagnèrent les 2 délégués. Le tribunal se déclara incompétent, deux mois ont été donnés à la Sonacotra pour saisir le tribunal administratif de Versailles, et une enquête a été ordonnée sur les conditions de logement dans les 2 foyers concernés, ainsi qu'une justification des comptes de prestations des services rendus. Un expert doit déposer un rapport dans les 3 mois.

La Sonacotra ne doit pas oublier que ce n'est pas les menaces contre 2 délégués, qui feront cesser la grève. Tous les résidents sont concernés par cette grève et si ces 2 délégués sont expulsés du foyer, la

grève continuera jusqu'à la victoire avec les autres foyers autour du comité de coordination. Notre lutte est juste et s'étend dans tous les foyers immigrés (Sonacotra, ADEF, AFTAM etc.)

Dans notre foyer, le peintre est délégué CGT. Tous les résidents sont au courant de ses manœuvres de division. Il a suggéré plusieurs fois au délégué de signer le protocole d'accord avec la Sonacotra, lui disant qu'il avait été trop loin dans la grève. L'inspecteur de la Sonacotra a suggéré aux délégués de faire une lettre demandant l'exclusion du peintre.

Le comité de Résidents n'est pas dupe de cette manœuvre. La direction de la Sonacotra pouvait licencier une personne en se retranchant derrière les résidents et ne serait donc pas mise en cause.

D'autre part, depuis qu'il y a un nouveau gérant, l'homme de service commence à faire sa loi. Il ne touche plus au travail à l'intérieur du foyer (dépannage des lumières, répara-

tion des douches). Il dit aux résidents qu'il n'a pas de matériel ; pour montrer sa division, il va voir un délégué algérien en lui faisant croire que le directeur lui a dit de se méfier du délégué marocain, qu'il ne faut pas qu'il se laisse manipuler, qu'il ne défend que ses frères marocains. Le camarade algérien est allé voir le directeur pour lui demander des comptes. Le directeur lui a répondu que ce n'était pas vrai, et qu'au contraire c'est l'homme de service qui lui a parlé des manœuvres de division qu'il fait. Les résidents et leurs délégués, de plusieurs nationalités ont compris le rôle de l'homme de service et du peintre. Nous ne nous laisserons pas faire.

Nous appelons les travailleurs français et immigrés à soutenir notre juste lutte jusqu'à la victoire totale de nos revendications.

A bas les diviseurs !

Les résidents du foyer de Ste Geneviève des Bois

UD CFDT Rhône

LA BATAILLE S'ENGAGE POUR : — 35 000 emplois — Les salaires...

L'Union départementale du Rhône, à l'issue de son Conseil réuni jeudi, a défini d'importantes propositions d'action pour la popularisation et la coordination des luttes, l'impulsion de l'action sur le département, l'organisation de la lutte des travailleurs sans emploi, soulignant la nécessité d'une lutte globale sur des objectifs unifiants. Définissant trois objectifs principaux, l'emploi, les salaires, et la couverture sociale, l'UD préconise, vers la mi-novembre, une action de masse «rassemblant tous ceux qui ne sont pas rassemblés d'habitude, chômeurs, jeunes, femmes, immigrés», jusqu'à ce que satisfaction soit obtenue sur : la création de 35 000 emplois dans le Rhône, (ce chiffre correspondant au nombre des chômeurs) et

ceci par les 35 heures, l'amélioration des conditions de travail... Car pour l'Union départementale, «l'emploi pour tous» existe. Deuxième revendication centrale, une augmentation substantielle et non hiérarchisée des salaires et la garantie du SMIC pour tous. Pour y parvenir, il est envisagé une grève générale, avec blocage de la ville de Lyon par des initiatives visant à bloquer le trafic des routes, du chemin de fer, du métro, de l'aéroport..., des actions en direction du GIL (patronat lyonnais) et la préfecture, et des «etats généraux» dans la soirée, où seront centralisés les cahiers de revendications...

Devant l'attentisme confédéral durement ressenti par les travailleurs, ces

propositions, il va sans dire, correspondent au mécontentement et à la volonté de lutte des travailleurs sur la région Rhône-Alpes, à preuve les nombreux affichages dans les entreprises des articles parus dans la presse régionale sur la réunion de l'UD. Pour l'Union départementale, il s'agit donc bien de «retrouver une crédibilité», comme le dit Edmond Maire, mais sur une base de lutte, et non de réforme. En effet, l'absence de perspectives offertes aux travailleurs par les confédérés, permet au patronat d'avoir aujourd'hui les mains libres pour continuer ses mauvais coups. Donc, pas une grève sans lendemain, avec la traditionnelle procession Bourse du travail - Place des Terreaux, mais au

contraire, ce type d'initiative, par ses aspects novateurs, va pouvoir permettre de dépasser la division et le cloisonnement des secteurs professionnels, permettre la liaison entre travailleurs actifs et sans emploi, la libre confrontation des points de vue, des expériences, des débats sur la poursuite de l'action (peut être reconductible de 24 heures en 24 heures). Il serait d'ailleurs intéressant de connaître à ce sujet la position de l'Union régionale Rhône-Alpes qui, on s'en souvient avait «normalisé» l'Union départementale en début d'année. Quant à l'UD CGT, mise au pied du mur, elle doit répondre dans la semaine à ces propositions.

Correspondant

L'ANPE LIQUIDÉE POUR RAISON POLITIQUE

Le personnel de l'ANPE à l'appel de la CGT et de la CFDT, a fait grève le 5 octobre et reprendra l'action les 11 et 12.

Pourquoi ? Pour répondre à une attaque sans précédent dirigée contre lui et contre vous, demandeurs d'emploi.

Cette attaque, c'est un projet de réorganisation de l'ANPE le «Rapport Farge», qui doit être examiné par le ministre du Travail le 15 octobre...

Ce rapport reflète la volonté politique du gouvernement actuel de camoufler les effets de la crise économique : plutôt que de prendre les mesures

nécessaires pour créer les emplois qui manquent, ce gouvernement préfère :

— Organiser la «chasse aux chômeurs» (radiations au bout de 48 heures, inscriptions différées à 15 jours ou plus...)

— Et faire porter à l'ANPE la responsabilité de la situation alors qu'il refuse systématiquement de lui donner les moyens nécessaires pour fonctionner (personnel suffisamment nombreux, locaux adaptés...).

En fait, le «rapport Farge» souligne habilement les difficultés de fonctionnement de l'ANPE, mais se garde bien de dire d'où elles viennent !

QUE PROPOSE-T-IL DE METTRE EN PLACE ?

— Les droits aux indemnités à la Sécurité Sociale ne seront plus assurés par l'inscription à l'ANPE, donc des formalités en plus à accomplir auprès de l'ASSEDIC et d'autres organismes.

— Suppression du pointage, mais il sera remplacé par des enquêtes de type policier.

— Fonctionnement des agences contrôlé par le patronat, qui pourra librement, et à vos dépens, y imposer ses exigences : une baisse générale du niveau des salaires et le non-respect de la législation du travail.

Communiqué

— Division des demandeurs d'emploi entre la «racaille» et le «gratin», dirigés les uns sur des agences «ordinaires» les autres sur des agences «de luxe».

Tout ceci va de pair, et c'est explicitement annoncé dans le «rapport Farge» avec une réduction des indemnités de chômage (préconisée par le CNPF).

Vous êtes directement menacés, comme le personnel de l'ANPE : c'est par une action commune que nous obtiendrons un service public de l'emploi réellement au service des travailleurs.

CGT et CFDT
Section ANPE
Val de Marne

● Indice des prix CGT : + 12,7 %

Selon la CGT, la hausse des prix a atteint 1,9 % pour les mois d'août et de septembre. L'augmentation serait donc de 9,9 % depuis le début de l'année et de 12,7 % sur les douze derniers mois.

Monory avait déclaré récemment que la hausse des prix ne dépasserait probablement pas 10 % et pourrait même se situer autour de 8 %. Selon l'INSEE, (indice officiel), la hausse des prix ces douze derniers mois a été de 9,4 %.

Les dernières augmentations des prix, selon la CGT, portent sur le poste culture-loisirs (+ 7,5 %) en raison des coûts des achats de la rentrée scolaire. Le poste hygiène et santé augmente de 4,5 % à cause de la hausse des prix de la journée d'hôpital. Les dépenses de logement augmentent de 2 %, l'habillement de 1,9 %, les transports et télécommunications de 0,6 % et l'alimentation de 0,4 %.

● Egoutiers parisiens : Chirac refuse d'appliquer l'accord intégral de 1977

Chirac a refusé de satisfaire les exigences des égoutiers parisiens. Rappelons les motifs pour lesquels les égoutiers, la semaine dernière, étaient partis en grève tourmente : l'application de l'accord arraché lors de la longue grève de 1977 (notamment trois jours de repos supplémentaires annuels du fait de leur travail). Les égoutiers exigeaient aussi le maintien de l'emploi pour tous. Celui-ci est menacé par le projet de la mairie de Paris, de transformer le système de ramassage des ordures. Les égoutiers n'ont pas dit leur dernier mot.

● Sacilor Sollac : la riposte aux 16 000 licenciements : les travailleurs appelés à remplir un questionnaire...

Plus d'une semaine après la journée de 24 heures dans la sidérurgie lorraine contre les 16 000 nouveaux licenciements, l'intersyndicale du groupe Sacilor-Sollac s'est réunie pour donner suite à cette initiative qualifiée de «réussie». Cette journée avait vu en effet une forte mobilisation.

Les organisations syndicales ont décidé d'organiser en commun une consultation à bulletins secrets des 37 000 travailleurs du groupe. Il s'agit plus précisément de soumettre à chaque travailleur un questionnaire où il devra répondre s'il est pour ou contre la reprise de la grève.

On peut s'interroger sur la capacité d'un questionnaire individuel à mobiliser les travailleurs... Quelles formes de lutte sont proposées ? Quelles sont les différentes propositions des organisations syndicales ? Rien n'est dit là-dessus. Et pourquoi surtout des assemblées générales ne sont-elles pas convoquées, où les travailleurs pourraient largement donner leur point de vue ?

Il faut dire que la proposition faite aux travailleurs de repartir ou non en lutte, n'a pas pour objectif clair de s'opposer au nouveau plan de restructuration. Il s'agit d'une manière beaucoup plus vague, d'obtenir une réunion tri-partite patronat-syndicats-gouvernement.

● Chantiers navals de la Ciotat : les travailleurs bloquent l'autoroute et la voie ferrée

Les travailleurs des chantiers navals de la Ciotat, refusent les licenciements qui devraient toucher plus d'un millier d'entre eux. Ils continuent de pointer régulièrement, et de se présenter sur leur lieu de travail, bien que nombre d'entre eux aient reçu les lettres de licenciements. Lundi, à 16 h 30, au son déchirant des sirènes des chantiers et de la mairie, ils se regroupaient et bloquaient pendant près d'une heure la voie ferrée Marseille-Toulon ainsi que l'autoroute B 52. Ils entendent ainsi populariser leur lutte et exprimer leur refus des conséquences du démantèlement des chantiers de la Ciotat, et des chantiers navals de la région. A Marseille 4 000 travailleurs manifestaient également contre les conséquences de la restructuration du groupe Terrin, ceux de huit entreprises se sont ainsi retrouvés dans la rue pour exprimer leur colère, à l'appel de la CGT.

● Bonin, (Saint Ouen, Seine Saint Denis) les flics contre les travailleurs

Les travailleurs de l'entreprise de Bonin, en lutte pour des salaires décents, et qui ne soient pas inférieurs à 2 400 F mensuels, viennent de connaître la réponse musclée du patron : lundi il leur a envoyé les flics pour les expulser de l'entreprise. Ils étaient en grève depuis quinze jours.

● Lacq service (Pyrénées Atlantiques) : occupation

Au mois d'août de cette année, la société Lacq Service (Artix), mise en régleme judiciaire, fermait ses portes. Les travailleurs qui viennent de recevoir leur lettre de licenciement, ont décidé d'occuper leurs locaux de travail. Ils sont 140.

Toujours dans les Pyrénées Atlantiques, la direction des établissements Depex (articles en caoutchouc) à Anglet, vient de déposer le bilan. Les 205 travailleurs sont menacés à court terme de chômage.

tribune libre

Comme on a pu le lire le 20 septembre dans le *Quotidien du Peuple*, le dimanche 17 septembre s'est tenue à Villeurbanne une rencontre nationale des Radios libres à l'initiative du Bureau de Liaison des Radios Libres. Pour compléter cet article, il m'a semblé intéressant de vous faire partager mes impressions.

Il en ressort d'abord une clarification de la situation. Consensus Liberté Radio adhère à ALO et le Bureau de Liaison des Radios Libres devient le Bureau de Liaison de ALO. On ne se trouve donc plus en présence que de deux organisations «nationales» regroupant les deux principales tendances des radios libres :

— ALO
— La Fédération des Radios Libres non Commerciales

dont la différence principale est l'acceptation ou non de la publicité comme moyen de financement. Sans entrer dans cette «querelle idéologique», j'ai été surpris que lors de cette réunion, il n'ait nullement été question de ce qui se passait à la Fédération.

Au sein même de l'ALO, deux tendances semblent se distinguer quant à l'objectif recherché : d'une part, les radios qui diffusent des programmes le plus souvent différents de ceux des médias traditionnels, reflétant essentiellement l'esprit de l'équipe qui les réalise. L'autre tendance tend à mettre à la disposition de la population, groupes ou individus, un moyen de diffusion local assez rapide, pouvant toucher facilement beaucoup de personnes. L'équipe de réalisation n'intervenant alors qu'en tant que personne au même titre que tout le monde.

Puis Charles Hernu, qui nous recevait dans sa ville (simple coïncidence ?) nous rendit visite. Il nous fit part du projet du PS sur les radios libres, discuté pour la première fois la veille par le comité directeur, dont le rapporteur est Régis Bastide. Ce projet traduit la ligne qui semble se dessiner dans les instances dirigeantes du PS. Bien que n'ayant pas encore le texte exact de ce projet, tel qu'il nous a été présenté par Hernu, il marque effectivement un pas important du PS en direction des radios libres. Mais de là à dire que le PS et ALO marchent la main dans la main... Le projet est encore bien trop flou. Il devra être accepté puis voté en convention du PS, probablement intégré dans un programme et accompagné de projets de lois qui permettraient son application (sait-on jamais, soyons délibérément optimiste). Le PS, dans son projet, se déclare opposé non seulement aux monopoles des radios municipales, mais plus simplement aux radios strictement municipales. Il conçoit, paraît-il, la coexistence des radios à participation municipale (non majoritaire) avec des radios indépendantes. Faudrait-il encore préciser exactement les modalités de fonctionnement contenues dans le «cahier des charges» ainsi que les moyens de financement annoncés (publicité ou subventions, venant de qui ?)

Pour en revenir aux radios, le point primordial de cette journée, pour moi et pour Radio Verte Fessenheim je crois, c'est le fait qu'une vingtaine de radios se sont engagées à émettre à partir de cette réunion de façon régulière. Probablement pas tous les jours, peut-être une seule fois par semaine, mais à des dates fixes. En effet, cela me semble essentiel si l'on veut sortir du cercle des convaincus, d'élargir notre public. Pour cela, il faut une certaine qualité bien sûr, mais surtout une régularité afin que la population sache quand elle pourra recevoir cette «autre» information. De même si l'on veut que des personnes ou groupes se servent des radios, il faut justifier de cette régularité pour qu'ils viennent à nous. Cela étant, si Radio Verte Fessenheim tend essentiellement à développer son travail d'impact, d'implantation, d'expérimentation en s'en donnant les moyens, je ne néglige pas pour autant les efforts faits par d'autres radios dans d'autres directions : aspects juridiques, projets de loi, coordination, etc., même si cela semble quelquefois laborieux.

Enfin, il m'a souvent semblé, lors des discussions que Radio Verte Fessenheim était considéré comme un cas exceptionnel, non reproductible ailleurs. C'est un peu facile d'isoler de cette manière une réussite. Il faudrait encore que nous nous posions tous la question des moyens (pas seulement financiers) mis en œuvre. Car la réussite réside en cela et non pas dans les situations spécifiques d'une région.

L'OBSERVATEUR
DE RADIO VERTE FESSENHEIM
A LA RÉUNION
(car RVF ne fait partie
d'aucune coordination)

Radio Verte Fessenheim a repris ses émissions hebdomadaires depuis le 15 septembre. RVF émet tous les vendredis soirs à 19 h 45 entre 100 et 104 Mhz. Pour tout contact : Gilles Gay, bât. B rue des Tulipes 67150 Gerstheim (88) 98 35 06

ECOLE

LEP d'Aubervilliers (Seine Saint Denis)

«IL FAUT EN VOULOIR...»

Les lycéens restent mobilisés pour la satisfaction de leurs revendications qu'ont fait surgir les mesures Beullac. Le mouvement entrepris entre dans sa troisième semaine, temps pendant lequel les multiples manifestations ont montré la détermination des lycéens. Des formes de lutte dure ont été adoptées, montrant une combativité certaine, un semblable mouvement lycéen ne s'est plus vu depuis plusieurs années. Les occupations se multiplient, tout particulièrement dans la Seine Saint Denis, où apparaissent épisodiquement des retenues d'inspecteurs ou de proviseurs. Les lycéens ont su, en certains endroits, s'assurer du soutien de profs et de parents en contradiction avec leurs directions syndicales ou leur fédération nationale.

La grève du 13 octobre bien que située à la veille d'un week-end, et dont les objectifs sont encore limités, sera un moment important dans la mobilisation lycéenne, au moins sur la Seine Saint Denis, largement touchée ; cette journée de grève annoncée depuis plusieurs jours par les organisations syndicales des enseignants sera aussi une étape importante dans la lutte contre la politique d'austérité de Beullac pour l'obtention de postes, de locaux... Pour les lycéens définir dès aujourd'hui des perspectives, préciser les axes de luttes est une condition pour le renforcement et l'extension du mouvement.

C'est ce que cherchent à faire ceux du LEP «Le Corbusier».



Aubervilliers, dans la banlieue parisienne, est caractéristique de ces banlieues ouvrières, où se mêlent usines, ateliers et habitations. De nombreuses entreprises, et le port donnent une certaine activité à cette agglomération, et un certain cachet, avec ses constructions de briques, ses ruelles, et son air un peu triste. Le LEP le Corbusier détonne un peu avec ses bâtiments neufs, que la patine n'a pas encore marqués, il se distingue aussi par les nombreuses banderoles et affiches fixées sur les grilles et la façade, signalant que les lycéens sont en grève et occupent les locaux. Les lycéens ont d'ailleurs rebaptisé leur établissement «La Bavure». Dans le hall règne une joyeuse agitation et parviennent quelques airs de guitare et des chants. Une dizaine de lycéens sont présents dans l'aquarium du concierge. «C'est un endroit très important, stratégique», déclare un lycéen, «c'est aussi le standard téléphonique ; ça nous permet d'être en contact avec les autres bahuts du département qui sont occupés». Le téléphone sera d'ailleurs coupé dans la journée par

les PTI... Les lycéens aient découvert l'origine de cette demande. «On a occupé pendant tout le week-end, et tous les soirs on était entre soixante et soixante-dix, ça montre le degré de mobilisation des gars, parce que pour rester le vendredi et le samedi soir, il faut en vouloir. Mais allez voir là-haut, il y a une surprise», continue un lycéen en descendant un escalier dans le coin du hall. Dans l'escalier, quelques petits groupes discutent, tandis que le palier supérieur est encombré de groupes plus importants ; quant au couloir, un barrage vivant le bloque. Les lycéens assis par terre, empêchent toute circulation, à moins de contorsions d'équilibriste. «Dans le bureau du fond, on retient un inspecteur départemental venu rendre visite au proviseur». Effectivement, dans la salle, au fond du couloir, dont la clenche intérieure a été ôtée, l'inspecteur et le proviseur s'entretiennent devant un plateau de vicuilles que leur ont fait parvenir les lycéens, et auquel ils ne toucheront pas malgré l'heure avancée. Quelques profs sont également présents, et

manifestent ainsi leur soutien à cette action. Car à Le Corbusier, ce sont les lycéens qui sont à l'initiative de l'action, et regroupent autour d'eux profs et parents qui se sont démarqués de leurs directions syndicales ou fédérales. Ceux qui ne suivent pas l'action sont dans l'ensemble des profs d'ateliers qui trônent dans d'immenses salles désertes où les machines sont réduites à l'inactivité. «Habituellement, ils font 47 heures par semaine, donc pas mal d'heures supplémentaires, et ils se font un excellent salaire. Alors de leur point de vue, évidemment, ils ne peuvent se joindre à nous pour des postes supplémentaires...» appuie un jeune.

Vers trois heures de l'après midi, une assemblée générale est convoquée sur les pelouses ensoleillées, pour décider du sort de l'inspecteur départemental. Un gars du comité de grève expose au bigophone la situation, dramatisant sur une éventuelle intervention des flics, qui selon lui ne manqueraient pas de se déclencher si la retenue s'éternisait. Un prof intervient

aussi dans ce sens, soulève le problème de l'unité profs-parents-élèves, qui ne manquerait pas d'être ébranlée si ces derniers persistaient dans la retenue de l'inspecteur. Finalement après des débats contradictoires, les lycéens décident de faire preuve «de responsabilité et de bon sens» en expulsant le dit inspecteur. On se précipite vers les locaux administratifs, dans le couloir se forme une «haie d'honneur», les accents de l'Internationale retentissent, l'inspecteur traverse le couloir sous les quolibets des lycéens qui l'accompagnent jusque sur le trottoir, où flotte en travers de la chaussée une immense banderole signalant la lutte des lycéens. L'assemblée générale reprend, on propose des actions, une fête pour élargir la mobilisation.

La grève de ce vendredi présentera, même si les suites n'en sont pas aujourd'hui clairement envisagées, pour la Seine Saint Denis, au moins un moment fort du mouvement lycéen.

Pierre CHÂTEL

● Un important contrat de Technip avec l'URSS

La société française Technip vient de signer un important contrat avec l'URSS. Il prévoit la conception et la réalisation d'une installation destinée à améliorer l'exploitation des gisements de pétrole en Sibérie occidentale. Il s'agit d'un contrat de 850 millions de francs. Le groupe Creusot-Loire qui s'associe au contrat fournira pour 300 millions de francs de matériel.

● Guatemala : manifestations populaires

La semaine dernière, d'importantes manifestations populaires ont eu lieu au Guatemala avec des affrontements très violents opposant des travailleurs et des jeunes à la police. Rien que dans la capitale neuf personnes ont été tuées, il y aurait un millier de blessés. Le gouvernement a également arrêté des syndicalistes. Ce mouvement fait suite à l'annonce de nouvelles hausses des tarifs de transports.

● Sahara : nouvelles concessions pétrolières à une compagnie américaine

Le Maroc vient de signer deux conventions de prospection pétrolière avec la compagnie américaine «Phillips Petroleum». L'un de ces contrats inclut des zones maritimes du Sahara occidental, annexé par le régime d'Hassan II, les zones maritimes d'El Ayoun et de Tarfaya.

● Négociations SALT : reprise le 22 octobre entre les USA et l'URSS

Les négociations SALT entre les USA et l'URSS sur la limitation des armements stratégiques devraient se poursuivre le 22 octobre à Moscou par une rencontre entre Vance et Gromyko, les deux ministres des Affaires étrangères. La semaine dernière, Gromyko a laissé entrevoir la possibilité d'une rencontre au sommet Carter-Brejnev. Il semble que l'URSS subordonne l'acceptation de cette rencontre à «un pas en avant significatif», c'est-à-dire à des concessions de la part des Américains.

● Elections en Hesse (RFA) : stabilité relative

Les élections qui viennent de se dérouler en Hesse (Rfa) n'auront pas modifié l'équilibre des forces. Les chrétiens-démocrates obtiennent 46 % des voix et 53 sièges, sur 110. Ils conservent le même nombre d'élus, et augmentent leur score si on s'en réfère aux élections pour le Bundestag qui avaient eu lieu en 1976. Les chrétiens-démocrates de la CDU avaient alors obtenu 44,8 % dans ce Land.

Le parti social démocrate, le SPD de Helmut Schmidt, obtient 44,3 % des voix et 50 sièges. Il n'en avait que 49 précédemment. Par rapport aux élections générales de 1976, le SPD perd 3,4 %.

Le parti libéral, FDP, deuxième parti de la coalition gouvernementale, obtient 6,6 % et 7 sièges. Il avait auparavant 6 sièges, et obtenait 8,5 % en 1976.

Notons enfin le score des deux listes écologistes : la «liste verte Hesse» obtient 1 %, et une autre liste se réclamant de l'écologie, mais conduite par un ancien député CDU obtient 0,9 %.

Au total, ces élections auront apporté moins de modifications que prévues, tout en confirmant un certain effritement de la coalition gouvernementale.

Par ailleurs, une manifestation contre les interdictions professionnelles a réuni près de 3 000 manifestants dimanche à Hanovre.

Achetez
Le Quotidien du Peuple
chaque jour
dans le même kiosque

L'AFRIQUE DÉNONCE LE VOYAGE DE SMITH AUX USA

Les Anglo-Américains viennent de communiquer aux pays africains et au Front patriotique leur nouveau plan de règlement pour le Zimbabwe. Ce plan prévoit une «conférence multipartite» qui réunirait Smith et ses collaborateurs fantoches avec le Front patriotique, et un «conseil de gouvernement» comprenant les mêmes personnes. L'élément nouveau de ce plan concerne la question des élections. Les Anglo-Américains proposent en effet maintenant que ces élections interviennent après la «proclamation de l'indépendance». Cette manœuvre permettrait aux Occidentaux de reconnaître comme indé-

pendant le régime de Smith plus ou moins élargi. Le gouvernement de Smith est d'ailleurs bien incapable aujourd'hui d'organiser les élections qu'il avait prévues avant la fin de cette année, le Front patriotique ayant décidé de les boycotter et de les empêcher.

Il est encore trop tôt pour analyser tous les points de ce nouveau plan occidental, destiné à mettre sur pied une solution néo-coloniale et à sauver l'essentiel des intérêts des colons de Rhodésie. Il est cependant significatif qu'il soit publié au moment même où le raciste Smith est en visite aux États-Unis. Ce voyage permet à celui-

ci de faire une propagande effrénée, pour sa solution de «réglement interne». Carter a offert à Smith un extraordinaire haut-parleur, alors que son régime, battu sur le terrain, est à bout de souffle. La décision du président américain de recevoir le chef des racistes de Rhodésie a entraîné de vives protestations de la part des pays africains et des patriotes du Zimbabwe. L'Organisation de l'Unité Africaine a publié la semaine dernière un communiqué à ce sujet : «Non seulement cette décision est contraire à la charte de l'ONU et en violation directe des résolutions du Conseil de Sécurité, mais elle met sérieusement en doute

la «nouvelle politique» dont l'administration américaine se vante tellement à l'égard du continent africain.» Le président malgache Ratsiraka a déclaré que la décision américaine «bafoue l'Afrique».

De son côté, Robert Mugabe, dirigeant de la ZANU et co-dirigeant du Front Patriotique, a déclaré à Maputo qu'il était «surpris» par la nouvelle version du plan anglo-américain. Il a affirmé que désormais la ZANU s'opposerait aux initiatives américaines pour un règlement au Zimbabwe, la visite de Smith constituant pour lui «une reconnaissance implicite» du régime raciste de Rhodésie.

Iran

QUELLE SOLUTION DE RECHANGE ?

Les nombreuses manifestations contre le régime du Shah qui ont eu lieu dans les villes du Nord et de l'Ouest de l'Iran, le mouvement de grèves qui se développe dans de nombreuses administrations et entreprises, le boycott de la rentrée universitaire par les étudiants, tous ces événements montrent que la tentative du nouveau premier ministre iranien d'enrayer le mouvement populaire se solde par un échec. Emani n'a pu en venir à bout ni par les promesses et concessions formelles, ni par la répression et la loi martiale. Après le vendredi noir qui a fait des centaines de victimes, le peuple iranien n'hésite pas à descendre à nouveau dans la rue pour réclamer le départ du Shah. De plus, aujourd'hui la classe ouvrière participe à la lutte dans

laquelle elle doit prendre un poids croissant.

Dans la mesure où le ministère actuel semble de plus en plus condamné, on parle à nouveau à Téhéran de la «solution Amini». Amini est un politicien bourgeois qui a déjà été premier ministre en 1961-1962. Musulman pratiquant il pourrait être à l'initiative de mesures de libéralisation et exercer effectivement le pouvoir tandis que le Shah s'effacerait, se contentant de régner. Un tel réaménagement de façade aurait l'appui de l'impérialisme américain.

Mais le mouvement populaire iranien lorsqu'il dénonce le régime fasciste et anti-populaire du Shah revendique autre chose qu'un changement de ministre ou une mise en scène différente du personnel politique. Il est éga-

lement conscient qu'en combattant le régime, il s'oppose aux interventions étrangères. Ce n'est pas pour accepter une solution manigancée par Carter. Le point de vue est nettement avancé par l'Ayatollah Khomeiny dans la déclaration qu'il a fait parvenir de France en Iran : «Il n'existe pas de différence fondamentale entre les partisans du gouvernement et ceux qui, par opportunisme et duplicité, se sont transformés en opposants, font du tapage et parlent d'élections libres et de l'application de la Constitution. Leur objectif commun est de préserver le Shah et perpétuer le pillage de nos richesses... Tout régime politique qui arrive au pouvoir grâce à l'intervention des puissances étrangères, notamment les États-Unis, l'URSS et la Grande Bretagne, sera un

instrument du maintien de la nation dans la régression, le malheur, l'oppression, le pillage et l'arbitraire.»

La solution du politicien bourgeois Amini, mise à part, il n'y a guère d'autre force pour faire face au mouvement populaire en Iran que l'armée. Celle-ci pourrait intervenir, non pour remettre le Shah au pouvoir, comme lors du coup d'Etat contre Mossadegh, mais pour le supplanter. Mais, même si une prise de pouvoir de l'armée était dans un premier temps destinée à stabiliser la situation et à servir les intérêts américains, l'entrée en scène directe des militaires créerait d'autres problèmes : l'armée iranienne étant certainement traversée par des contradictions qui prendraient alors une ampleur nouvelle.

Samedi dernier à Paris

La journée d'amitié franco-chinoise

C'est à une connaissance multiforme de la Chine et à un approfondissement de l'amitié entre les peuples français et chinois que l'Association des Amitiés franco-chinoises avait voulu appeler lors de la journée organisée samedi dernier à l'occasion du 29^e anniversaire de la République populaire de Chine.

Cette journée se caractérisait en effet par la multiplicité des centres d'intérêt et des thèmes évoqués : films chinois, débats avec des membres de l'Association développant des questions particulières ou racontant les voyages en Chine de cet été, mais aussi exposition de livres, d'estampes, de photos, de xylographies. L'Association des Chinois résidant en France présentait une partie spectacle avec des dan-

ses, et un numéro de prestidigitation. Tout était fait pour donner une connaissance riche et concrète de la Chine d'aujourd'hui, afin de développer l'amitié.

Cette volonté de diversité correspond à la nécessité d'un renouvellement, ressentie par les membres de l'Association. Régis Bergeron l'expliquait ainsi : «Avec quoi nous avons voulu rompre ? Avec une espèce de façon d'asséner aux amis qui viennent à la Mutualité une fois par an une espèce de «vérité révélée». Vous avez peut-être senti, au travers de l'exposé de nos cinq amis qui sont allés en Chine, à quel point la réalité chinoise est beaucoup plus complexe que nous ne l'avions toujours présentée».

En effet, tout l'intérêt de la table ronde de samedi

soir, était de donner des témoignages vivants sur une Chine qui se construit dans le mouvement et la lutte, témoignages d'autant plus riches qu'ils venaient de personnalités différentes.

C'est ainsi que Pierre Jaker Helias, écrivain breton faisait un parallèle entre le paysan chinois et le paysan breton, tandis qu'Hélène Marchisio, dans une intervention très écoutée soulignait l'importance que revêt aujourd'hui le mouvement de mécanisation et de modernisation à la campagne. Elle affirmait que ce mouvement, loin d'être en rupture avec la politique agricole de Mao Tsé-toung, est le prolongement direct du grand Bond en avant et du mouvement d'édification des communes populaires.

Un débat consacré à la politique extérieure était introduit par un montage diapositives très intéressant traitant en particulier de l'aide de la Chine au Tiers-Monde. Au cours de la discussion, Alain Bouc et les militants des AFC qui l'animait devaient rappeler un certain nombre de positions de la Chine systématiquement déformées par ses ennemis. Ainsi au sujet de la position sur le caractère inéluctable de la guerre, ils devaient expliquer que cela ne signifie pas qu'elle est imminente, ni que la Chine souhaite cette guerre : «Au contraire, la Chine a besoin de la paix pour réaliser les quatre modernisations qu'elle s'est fixée d'atteindre avant la fin du siècle pour parfaire l'économie socialiste».

LA CARTE D'ABONNÉ AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT

A un abonnement à

- *Front Rouge*, revue politique et théorique du PCFRml.
- *Pékin information*.
- *La Chine en construction*
- Réception du *Manifeste pour le Socialisme*.

et à un livre ou un disque au choix

PARMI LES LIVRES

— LE TOME V DE MAO TSÉ TOUNG

ou

- *La France de 68* (A. Delale et A. Ragache)
- 500 affiches de mai 68
- *Kuo Mo Jo* : poèmes de 1921 à 1964 traduits par Michelle Loi
- *Adieu camarades* (Roger Pannequin)
- *Argentine : Révolution et contre révolution* (F. Gèze/A. Labrousse)
- *Salair aux pièces* (Miklos Haratzi)
- *Ecoles rurales, quel avenir*
- *Nucléaire danger immédiat* (CFDT) et *électronucléaire danger* (groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire)

PARMI LES DISQUES

- *L'homme qui regarde son pays de l'exil* (Higinio Mena, chants argentins)
- *Chants anti-nucléaires* (Comité régional d'information et de lutte anti-nucléaire de Basse Normandie) et *Argentine Solidarité* (COBAS)
- *Poèmes chantés de Palestine, Syrie et Tunisie* (Hedi Guella)
- *Ils se meurent nos oiseaux* (disque édité en soutien aux luttes des bretons frappés par la marée-noire).

Sur présentation de la carte «abonné ami» du Quotidien du Peuple

- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du P.C.R. ml
- Réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes.

LIBRAIRIES

Aix en Provence
Librairie quotidienne
5 rue Félix Gouet (10 %)

Besançon

Lib. Les sandales
d'Empédocle
Place Victor Hugo
138 Grande Rue. (10 %)

Bourges

Lib. Nathanaël
4, cours Avaricum.

Brest

Lib. Graffiti (10 %)

Place Saint-Louis

Caen

La Licorne (10 %)

Rue Froide

Clermont-Ferrand

Lib. Jean Rome (10 %)

1 rue des Gras

Evreux

Lib. Dubois-Dehayes

rue Chartraine (5 %)

Grenoble

Le Livre ouvert

Cours Fontaine (10 %)

La Rochelle

Lib. La Genette (5 %)

Rue Rougemont

Le Mans

Lib. La Taupe

2 quai amiral Lalande (10 %)

Lille

Librairie populaire

40 rue de Guesdes

Lyon

Librairie populaire
226 rue Duguesclin (3%
(10 %)

Marseille

Librairie Lire (10 %)

Rue Sainte (11%)

Metz

Librairie Geronimo

Rue du Pont des Morts (10 %)

Montluçon

Le Bouillon de culture

15 rue Barathon (10 %)

Nice

Le Temps des Cerises

50 bd de la Madeleine (10 %)

Nantes

Librairie 71 (10 %)

50 bd de la Madeleine

Orléans

Les temps modernes

rue N. D. de Recouvrance (5 %)

Quimper

Calligrammes

23 rue du Sallé (10 %)

Perpignan

Le Futur antérieur

22 rue Grande-la-Réal (10 %)

Reims

Le Grand jeu

20 rue Colbert

CINÉMAS

Paris

Saint-Séverin

12 rue Saint Séverin (5*)

Tarif étudiant : 10 F

La Clef

21 rue de la Clef (5*)

Tarif étud.

Seine Cinéma

8 rue Frédéric Sauton (5*)

Châtelet-Victoria

19 avenue Victoria 1**

Lyon

Cinématographe

44 cours Suchet (2*)

Tarif collect.

(5 tickets : 40 F).

Le Canut

32 rue Leynaud (1**)

(tarif. étud.)

Nom (en capitales).....

Prénom.....

Ville.....

Date :

Abonnement normal 350 F

Abonnement de soutien 600 F

... F

Mode de versement : — en une fois — en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.

Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.

Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F et 50 F, échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.

INTERNATIONAL

Palestine occupée

LE MARCHÉ DU TRAVAIL DES ENFANTS

Des milliers de Palestiniens, habitants des territoires occupés, travaillent actuellement en Israël. Le nombre réel est gardé secret, mais le commandant de la police de Tel-Aviv pouvait dire récemment que «l'activité de la ville s'arrêterait sans eux !» C'est en fait à toute l'économie israélienne qu'ils sont devenus nécessaires.

On peut dire que leurs conditions d'existence sont aussi mauvaises, sinon pires, que celles des travailleurs noirs en Afrique du Sud et qu'Israël (y compris les territoires occupés) est à tous égards un pays d'apartheid.

Nous citons plus loin quelques extraits de la presse israélienne, qui justifient pleinement cette assertion. Mais rappelons d'abord quelques données générales de la situation :

1. Il est interdit à tout Palestinien habitant des territoires occupés, de se trouver sur le territoire israélien (la loi dit : «A l'intérieur de la Ligne Verte) entre 1 et 3 heures du matin. Le seul fait d'être trouvé en train de dormir à Tel-Aviv pendant ce laps de temps constitue un crime. (Bien entendu, cette loi ne s'applique pas aux colons juifs installés dans les territoires occupés, et c'est déjà là un fait d'apartheid...)

2. Etant donné qu'il est pratiquement impossible de renvoyer chez eux les travailleurs employés dans un kibboutz ou dans quelque autre ville, la police et les autres «organismes» chargés de faire appliquer la loi, sont d'accord pour fermer les yeux, à condition qu'on enferme ces travailleurs, la nuit et de l'extérieur, sur leur lieu de travail. Cet «arrangement» imaginé par le précédent gouvernement (dit «socialiste») est resté en vigueur avec l'arrivée au pouvoir du LIKUD, et il tend à s'imposer de plus en plus.

3. Même s'ils obéissent à ces «réglements», ces travailleurs palestiniens peuvent être expulsés à tout moment, et relégués dans un «camp de travail» (en fait un véritable camp de concentration) dans un endroit désert.

4. Ces travailleurs sont totalement dépourvus de toute protection syndicale ou autre. Ils peuvent être renvoyés de leur travail instantanément, leurs conditions de travail ne sont pas contrôlées, et il est fréquent de voir travailler de petits enfants... Bref, ces conditions de vie et de travail sont tout simplement celles de l'esclavage.

5. Le but des dirigeants sionistes est de réduire à ce sort tous les Palestiniens, y compris ceux qui ont le statut de citoyens israéliens.

LE MARCHÉ DU TRAVAIL DES ENFANTS

Trois heures du matin. Un froid vent d'ouest souffle sur la Bande de Gaza. De petits



feux sont allumés sur le bord de la route et de jeunes enfants tentent de s'y réchauffer. Les «raïs» arabes circulent à l'entour et appellent par leur nom adultes et enfants, vérifiant les présents et les absents. Des camionnettes arrivent : hommes, femmes et enfants y grimpent, et s'en vont ainsi vers le nord, vers les champs israéliens.

Marché du travail des enfants, Eretz junction (au nord de Gaza). 1978. Je déambule autour des feux. Certains des enfants, pensant que je suis un «raïs» juif, se proposent pour travailler. Je demande par curiosité : «Combien ?» Le prix est d'abord de 80 LI par jour, et descend au fur et à mesure que le temps passe. A 4 heures, il est de 50 LI et à 5 h, de 40 LI. Ceux qui restent à 5 h, acceptent un compromis pour 30 LI...

— «Tu as quel âge, Hamid ?» Il vient du camp de réfugiés de Jablya et a dû faire plusieurs km pour se trouver ici d'aussi bonne heure. «J'ai 16 ans». Je lui en donne 13, au maximum 14. «Qu'est-ce que vous croyez ?» dit-il fièrement... «Je travaille bien, maître. Je peux faire n'importe quel travail.»

— «Pourquoi travailles-tu au lieu d'aller à l'école ?» Il explique que la famille a besoin d'argent ; qu'elle construit une maison ; qu'il a 9 frères et 3 sœurs et que tous travaillent...

— Où ? Pour des colons juifs, qui cultivent des melons d'eau, des tomates, des fleurs... Dans les colonies de Revohot, de Yavne, de Ashkelon et de Batzeson.

... Un «moshavnik» arrive, descend de sa camionnette, s'approche du feu et examine les enfants, cherchant les plus vigoureux. Les enfants courent vers lui : «Maître, maître... !» Il choisit soigneusement et désigne un garçon qui grimpe, tout joyeux, dans la camionnette.

Le «moshavnik» refuse d'abord de donner son iden-

tité et le nom de son Moshav. Mais le garçon le sait : Laknish... Ils font des fleurs.» Il parle alors (il a suivi le programme de TV sur le sujet) :

— C'est parfaitement vrai que j'emploie des enfants...

— Vous les employez ou vous les exploitez ?

— Je n'exploite personne. Je les paie correctement pour leur travail.

— Qu'appellez-vous «correctement» ?

— Laissons ces détails... Voyez-vous, ces enfants ont besoin de travail. Avant la guerre des Six Jours, ils n'étaient que des vagabonds qui ne faisaient rien et végétaient, dans des conditions abominables, avec les subsides de l'UNWRA. Ils ont compris que le travail et l'argent pouvaient les faire sortir de ces conditions lamentables... Personne n'oblige les familles à faire travailler les enfants au lieu de les envoyer à l'école. Ils ont sans doute des critères différents des nôtres.

Si vous aviez vu la région auparavant, vous constateriez que leur niveau de vie a

monté. Et depuis qu'ils travaillent, on lance moins de bombes ici. On ne voit plus les enfants traîner dans les rues, voler dans les champs et s'amuser à organiser des crimes et du terrorisme. Ce n'est peut-être pas très agréable de voir travailler d'aussi jeunes enfants, mais cela a un côté positif : nous leur apprenons à cultiver les melons... N'est-ce pas là un bon apprentissage pour des gosses de neuf ou dix ans ?

— Et vos enfants à vous, est-ce qu'ils travaillent ?

— Bien sûr. Pendant les vacances. Mais nous sommes à un autre stade de développement... Moi-même j'ai dû commencer à travailler à 14 ans ; mais j'espère bien que mes enfants pourront aller à l'Université s'ils en ont envie. De plus, j'ai vécu autrefois dans un kibboutz, et on m'a parlé de l'internationalisme : eh bien, je pratique l'internationalisme dans ma propriété !

(Extraits de *Eurabia*, septembre 1978)

Deux formules d'abonnement couplé :

Quotidien du Peuple et Humanité Rouge :

3 mois 150 F

6 mois 300 F

Incluant réception du Tome V

des Oeuvres Choies de Mao Tsé-Toung

Front Rouge - Prolétariat

6 mois 50 F

Soit deux numéros de *Prolétariat* et deux numéros de *Front Rouge*

PROGRAMME TÉLÉ

Mardi 10 octobre

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales.
19 h 45 - L'inconnu de 19 h 45.
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Il était une fois Walt Disney. *De Fantasia à Disneyland.*
21 h 30 - L'aventure polaire. *Troisième émission de Paul-Emile Victor : les Esquimaux.*
22 h 30 - Arouapeka. *Variétés.*
23 h 30 - Journal et fin.

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - L'inconnu de 19 h 45
20 h 00 - Journal
20 h 30 - L'espion qui venait du froid. *Film américain de M. Rit (1965). Avec R. Burton, C. Bloom. Film d'espionnage. Un agent anglais a pour mission de « mouiller » un des chefs des services d'espionnage communistes, qui est un ancien des jeunesses hitlériennes.*
22 h 50 - Arcana. *L'oreille absolue*
23 h 50 - Journal

FR 3

18 h 30 - Pour la jeunesse.
18 h 55 - Tribune libre : *Le bouddhisme.*
19 h 10 - Informations.
19 h 20 - Actualités régionales.
19 h 40 - Télévision régionale.
19 h 55 - Il était une fois... l'homme.
20 h 00 - Les jeux de vingt-heures.
20 h 30 - Ville sans loi. *Film américain de J. H. Lewis (1955) avec R. Scott, A. Lansbury. Western.*

Mercredi 11 octobre

TF 1

18 h 55 - Christine
19 - 15 - Une minute pour les femmes
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - L'inconnu de 19 h 45
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Aurélien, film TV en 3 parties.
2^e partie : L'inconnu de la Seine.
22 h 20 - Louis Leprince-Ringuet
23 h 20 - Journal

A 2

18 h 55 - Des chiffres, des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Top Club
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Muppet Show avec Pearl Bailey
21 h 05 - Mi figue, mi raisin
22 h 20 - Les jours de notre vie, magazine médicale
Des allergies par milliers
23 h 05 - Journal

FR 3

18 h 55 - Tribune libre. *Le Centre National des Indépendants*
19 h 10 - Informations
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Télévision régionale
19 h 55 - Il était une fois... l'homme
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - La grande guerre. *Film italien de M. Monicelli (1959) avec A. Sordi, et V. Gassman. Comédie satirique*
22 h 10 - Soir 3.

«Cartes sur table»

NOMBREUSES ATTAQUES
IMPLICITES DE MITTERRAND
CONTRE ROCARD

Ce ne sont pas les efforts de Duhamel et d'Elk-kabach qui auront manqué pour entraîner Mitterrand, lors de l'émission *Cartes sur Table*, lundi soir, sur le terrain de la polémique interne au PS. Mais, sans succès ; du moins, explicite. Certes, les attaques contre Rocard n'ont pas fait défaut. Jamais cependant, celui-ci n'est nommé ; les flèches qui lui sont décochées sont toujours allusives.

Ainsi, il nie qu'il y ait deux projets et partant

deux analyses différentes de la situation entre les deux hommes : moralité, les déclarations de Rocard sont à mettre sur le compte d'ambitions personnelles. A un moment, parlant des prochaines échéances qui attendent le PS il dit :

«D'autres que moi auraient dit «timing» je préfère dire calendrier, même si ça fait vieillot» ou encore «si le PS est un jour déchiré, je reconnais à ceux qui l'ont fondé un droit de prééminence sur ceux qui sont

arrivés plus tard». Il pense que la baisse de sa popularité dont les sondages témoignent, s'explique par le «ferraillage» auquel pendant la campagne électorale, tous les responsables politiques, ont du participer. Mais, ses succès électoraux se multiplient. «Je laisse à d'autres les sondages, je préfère garder les voix». Entretenant son personnage, il s'attribue tous les succès du PS, il annonce qu'il sera candidat à sa propre succession lors du prochain congrès

du PS au printemps prochain.

Les attaques portées contre la politique économique et sociale de Giscard, en fin d'émission ont paru bien étouffées si on les compare à l'appui apporté à la politique extérieure du gouvernement «Nous sommes prêts à nous associer à M. Giscard d'Estaing, dans toutes les instances internationales, à chaque fois qu'il s'agira de représenter la France».



Achetez
Le Quotidien du Peuple
chaque jour
dans le même kiosque

Brel poète du désespoir

La mort de Jacques Brel c'est la mort d'un poète saisissant, d'un grand interprète.

Toutes ses chansons remplies d'ironie amère s'étendent complaisamment sur les drames sans issue du «pauvre type». Désolation de l' amoureux transi dans «Madeleine», «La Mathilde» etc..., de l'alcoolique raté dans «Jef»...

Le succès de Brel vient au lendemain de la guerre d'Algérie d'une génération de jeunes, dérouter par le manque de perspectives qui s'offrent à elle. Elle se reconnaît dans Brel qui se «regarde le nombril», qui se polarise sur ses problèmes personnels. Il le fait avec talent, pudeur et humour. De plus il dénonce les effets les plus criants de la morale bourgeoise dans «Bruxelles», «Au suivant», «Les paumés du petit matin» et surtout «Les bourgeois».

Mais ces dénonciations restent limitées par l'ambiance pessimiste du reste de son œuvre. Son «Plat pays» présente une Belgique à l'image de sa propre tristesse. Il n'y a que grisaille et immobilisme. Il ferme les yeux devant les nuits embrasées du Bassin de Charleroi, la détermination des mineurs du Borinage.

Michel FILLIEZ

imro: des travailleurs aux pieds nus

26^e épisode La lutte racontée par les travailleurs eux-mêmes (Extraits)

Editions Fédérop

Mais avant de passer à cet aspect de calcul sordide, nous vous prions de retenir votre impatience en vous gardant de sauter des pages. Car on va vous faire découvrir des tas de bonnes choses.

Nos rapports ne se limitèrent pas à ces « officiels », les organisations politiques ou syndicales, comme il se doit presque inévitablement dans chaque lutte. Notre décision d'ouvrir nos portes à tous, de faire disparaître ces diaboliques objets que sont les clés, notre plaisir d'accueillir les copains fit qu'il y avait de tout à l'IMRO. Des prêtres, des gamins de l'école primaire d'à côté, les femmes de travailleurs de la boîte, les chômeurs, des Anglais, des Allemands, des lycéens, des copains du Livre de la région et d'ailleurs, des travailleurs de Baroclem, de la S.N.C.F., des infirmières, des retraités, des chanteurs, des profs, des journalistes, des écologistes, des copains de l'A.N.P.E., d'anciens travailleurs de la boîte qui l'avaient abandonnée depuis bon nombre d'années, des grands, des moins grands, de toutes les couleurs, de toutes les professions et de toutes les opinions. Et comme ça pendant des mois et des mois, une Porte ouverte de tous les jours, de tous les instants, de jour comme de nuit. Même la nuit, le soleil brillait chez nous. Et on en a fait des choses, mais dire tout ça sur un cahier, c'est pas simple. Une feuille blanche, ça nous intimide encore un peu, parce que nous on avait surtout l'habitude de mettre la bécane en route pour imprimer les « écrits » des autres et c'était tout. On n'aurait jamais osé avoir des pensées « inconvenantes ».

Dans notre entreprise libérée, il régnait du début jusqu'à la fin une activité intense. C'est justement parce qu'aucun copain ne sera enfermé dans une spécialisation bien déterminée. Les copains se transformèrent tour à tour en imprimeur, expéditeur de journaux, colleur d'affiches, balayeurs mécaniciens,

rédateurs, barmen, photographes, porteurs de banderoles, cinéastes, dessinateurs... et chômeurs.

C'est ce qui faisait dire à bon nombre de gens qu'à l'IMRO, il se passait toujours quelque chose et c'était un peu ça. Dès le début de l'occupation, nous avions senti qu'il fallait remuer ciel et terre afin d'affirmer notre refus selon lequel on était nullement prêt à nous faire marcher sur les pieds. Nous considérions qu'une lutte sur l'emploi constitue un combat, une bagarre de longue haleine, décisive. Une résistance contre les patrons et contre le temps. Aussi nous fallait-il créer le plus grand rapport de force autour de notre lutte. Il fallait donc populariser notre conflit pour faire en sorte qu'un courant de solidarité se dessine parmi la population de la région rouennaise. Cela passait par une information continue de notre lutte et nous en avions les moyens : on avait des machines pour imprimer et imprimer, cela veut dire « faire savoir aux autres ».

Mais nous ne nous contenterons pas de faire marcher nos bécanes pour y imprimer de belles pensées. Ainsi nous allions dans des lycées et avec les lycéens, nous avions des échanges réguliers se traduisant avec leur participation à nos collages, à nos initiatives, à des reprises en charge de la diffusion de notre matériel de popularisation. Nos interventions de travailleurs de l'IMRO dans les différents lycées — Jeanne d'Arc - Les Bruyères - Flaubert... — permettaient dans le cadre des 10 %, que les problèmes des travailleurs en lutte sur l'emploi soient présents au sein de l'institution lycéenne. Pour tous, d'un côté comme de l'autre, c'était un excellent exercice de travaux pratiques conduisant à faire connaître la réalité du lycée, la réalité du monde du travail, ses luttes et ses espoirs. Cet aspect nous paraissait d'autant

plus important que cela nous amenait à dénoncer cette école qui prépare les lycéens au chômage, cette école de classe. Pour nous, au fur et à mesure que la lutte avançait, il nous devenait évident qu'une partie de la jeunesse scolarisée doit se mettre aux côtés des combats que mène la classe ouvrière.

Ces explications, face aux lycéens nous paraissent importantes, car aujourd'hui le lycée ne leur offrira que des emplois d'O.S., d'employés de bureau sous-payés. Notre présence dans les lycées permettait de lier les luttes lycéennes aux nôtres car on n'a pas à lutter chacun isolément contre un ennemi commun. Le problème est de constituer véritablement l'unification de nos luttes contre le patronat, qui fait des écoles son instrument de formation en fonction de ses besoins. Cet aspect de l'école de classe au service des patrons ne peut être marginalisé par rapport à nos revendications. Les travailleurs n'ont plus uniquement leur salaire à défendre nous avons également à reconquérir l'école.

Et cela en faisait des discussions quand on allait dans les écoles. Dans un lycée, la directrice s'opposait à ce que les copines qui nous avaient invités, organisent les 10 % : au point que des élèves avaient été séquestrées dans des salles de cours ; et cette situation-là nous l'avions aussitôt utilisée en demandant à la directrice de venir s'expliquer devant nous, devant tout le monde. Et les discussions partirent pour savoir pourquoi l'administration des écoles s'oppose aux activités de lutte, si en fait, cela ne rejoignait pas les déclarations de Ceyrac et de Barre contre la politique à l'entreprise qui paraît-il, nuit à la sérénité des ateliers :

A suivre

Saint Etienne

DURCISSEMENT DE LA GREVE CHEZ LES CHEMINOTS

Depuis dimanche minuit, aucun train ne circule plus à la gare de Saint Etienne Chateaucieux, ni à l'arrivée ni au départ. Les grévistes ayant placé, selon la direction, des lanternes rouges sur les voies, la direction SNCF a bloqué toute circulation. La gare de Chateaucieux, est isolée du reste du trafic SNCF. Lundi à 11 heures du matin, les forces de police sont intervenues, ont interdit la gare au public et ont évacué un piquet de grève de plus d'une cinquantaine de grévistes. Les syndicats CGT et CFDT déclaraient : «Les représentants du personnel n'acceptent pas qu'en période de chômage,

la SNCF fasse des études d'organisation qui puissent déboucher sur des suppressions d'emplois». De nombreux cheminots ajoutaient : «Ce n'est pas un mouvement de mauvaise humeur. C'est un long et lourd contentieux depuis le dépôt en novembre 77 d'un cahier de revendications auquel on ne nous a jamais répondu».

Après de nombreuses négociations, dans la journée et l'envoi d'une délégation syndicale à Lyon à la direction régionale, vers 19 h 30, la police se retirait de la gare. Les grévistes n'ont pas obtenu autre

chose que l'ouverture sous huitaine d'une négociation globale à la direction régionale SNCF. C'est pourquoi une assemblée générale des cheminots doit décider mardi de la poursuite ou non du mouvement. De son côté l'Union CFDT des transports et de l'équipement «assure de son soutien total les cheminots et condamne l'utilisation des forces de police et l'occupation par ceux-ci de la gare de Chateaucieux. La lutte des cheminots a pour but de mettre à la disposition du public les conditions de transport les meilleures possibles, en maintenant pour cela les effectifs nécessaires». De

leur côté les cheminots de Lyon envisagent des actions de solidarité. Une partie du service-car de Lyon Perrache a assuré mardi matin une grève de solidarité. Le durcissement du conflit en gare de St Etienne Chateaucieux, et cette première occupation de locaux à la SNCF depuis longtemps, ouvrira-t-elle une salve de durcissement importante de l'action à l'échelle de l'ensemble des cheminots, tous concernés en fait par ces problèmes d'effectifs et les sanctions qui ont plu après la grève de la semaine dernière.

corr. St Etienne

Débat parlementaire sur la sidérurgie

LE PLAN ADOPTÉ, LES LICENCIEMENTS VONT COMMENCER

C'est ce mardi soir que l'Assemblée nationale va voter le plan de restructuration de la sidérurgie que lui a proposé le gouvernement. Si les critiques ont été nombreuses envers l'action gouvernementale, une fois de plus la majorité se retrouve unie pour faire passer les décisions de Barre.

Derrière toutes les arguties techniques, le plan acier, c'est quelque chose de très important pour les travailleurs de la sidérurgie, et même pour l'ensemble des travailleurs. C'est en effet des dizaines de milliers de licenciements qui auront été décidés mardi soir, dans la quiétude de l'hémicycle du Palais Bourbon. De fait, le débat n'aura pas été d'un haut niveau. Le PS a tout d'abord profité de l'occasion pour continuer sa

guerrilla parlementaire, en déposant la question préalable. Il s'agit d'une procédure permettant éventuellement aux députés de refuser le débat sur un projet gouvernemental, en condamnant l'ensemble de la politique de celui-ci. Bien évidemment, cette question préalable a été rejetée, par 281 voix contre 198. Dès lors, le débat s'est situé sur un plan très technique : faut-il augmenter les crédits que l'Etat entend allouer aux nouvel-

les entreprises créées, quelles parts des fonds du FDES faut-il transformer en dotation de capital, etc... Hormis cela, trois faits sont à retenir dans cette triste grisaille : une intervention de Rocard, qui ne manque plus une seule occasion d'attirer l'attention sur lui, une polémique entre Monory et Mauroy, le premier accusant le second de vouloir le licenciement de quelques 150 000 sidérurgistes en s'opposant à son plan, et enfin la tonalité critique des interventions des députés lorrains. Même Bigard, même Coulaud, député de Nancy, se sont vu contraints de tenir des propos sévères contre le gouvernement. Il est vrai que l'exemple de l'échec

de JJSS en fait réfléchir plus d'un.

Au delà des formules et des polémiques de salons, il reste que le gouvernement va mettre les bouchées doubles dans l'application de son plan, maintenant qu'il a le feu vert.

Les fonds sont pour l'essentiel déjà débloqués, les nouvelles sociétés n'ont plus qu'à se mettre en place, et les licenciements commencer. Ou plutôt continuer, puisque même le ministre de l'Industrie a été contraint au cours du débat de reconnaître que près de 14 000 emplois avaient été supprimés dans la sidérurgie depuis la fin de l'année 1974.

Sommet arabe prochainement en Irak

L'Irak a invité les pays arabes à tenir un sommet à Bagdad le 1^{er} novembre, pour «restaurer la solidarité arabe». L'importance de ce sommet réside dans l'acceptation par la plupart des pays arabes. Un porte-parole du gouvernement syrien a déclaré : «La Syrie apprécie la disposition du pays frère à mettre tout son potentiel à la disposition de la fermeté et de la riposte, ce qui constituera un important atout face à toutes les éventualités qui pourraient surgir dans le camp arabe».

Ont accepté l'invitation (outre la Syrie), l'OLP, l'Algérie, l'Arabie Saoudite, les Emirats arabes réunis, la Jordanie, Bahrein, Djibouti, le Koweït, la Libye, Le Maroc, la Mauritanie, Qatar, la Somalie, Oman et les deux Yemens.

L'Egypte s'est déclarée favorable à un tel sommet, à condition qu'il se déroule au Caire. L'Egypte souhaite que cette réunion soit précédée d'un «examen sérieux et exhaustif de la conjoncture arabe sous tous ses aspects, notamment de la situation au Liban». Il y a peu de chances que la demande égyptienne de déplacer le lieu de la réunion soit acceptée.

Berlinguer-Brejnev : cordialité

Poursuivant sa tournée, Berlinguer, secrétaire général du PCI, était lundi à Moscou. Il a rencontré Brejnev, Souslov et Ponomarev. Selon l'agence Tass, la rencontre s'est déroulée «dans une atmosphère d'amitié et de camaraderie». La discussion a porté pour une large part sur les questions de politique internationale. Toujours selon l'agence Tass, «il a été constaté avec satisfaction que les liens amicaux entre le PCUS et le PCI se développent avec succès et l'on a exprimé l'intention de favoriser leur approfondissement». Après avoir quitté Moscou, Berlinguer se rend en Yougoslavie, où il rencontrera Tito.

LE MINISTRE CHINOIS DES AFFAIRES ETRANGERES EN VISITE EN GRANDE-BRETAGNE

Le ministre chinois des Affaires étrangères, Huang Hua, est arrivé mardi à Londres pour une visite officielle de quatre jours.

NICARAGUA : TENTATIVE DE MEDIATION

Un groupe de médiation comprenant le représentant des Etats Unis, du Guatemala et de la République dominicaine tente actuellement de convaincre le dictateur Somoza de restaurer les libertés démocratiques, pour créer les conditions favorables à des négociations avec l'opposition. Les négociations ne semblent pas pouvoir déboucher, le général Somoza ayant annoncé qu'il continuerait à assurer

son mandat jusqu'en 1981, date d'expiration prévue. Or le Front sandiniste refuse toute négociation tant que Somoza restera en place.

FRANCE-VIETNAM

Le ministre des Affaires étrangères, Louis de Guiringaud a reçu son homologue vietnamien Nguyen Duy Trinh, qu'il avait rencontré à Hanoï, en septembre dernier.

EUROPE DES POLICES

Les ministres de la Justice des pays de la CEE se sont réunis ce mardi à Luxembourg. A l'ordre du jour, les problèmes juridiques liés à l'extradition des responsables d'actes de terrorisme.

ELECTION PONTIFICALE

Le premier tour de l'élection pontificale aura lieu dimanche prochain.

Iran

GREVES ET MANIFESTATIONS SE POURSUIVENT

Lundi, des grèves et des manifestations ont continué de se dérouler dans l'ensemble du pays. Au moins trois personnes ont été tuées et trentre autres blessées au cours d'affrontements qui se sont déroulés dans les villes d'Amol et de Babol (district de la mer Caspienne).

Les 30.000 ouvriers de l'aciérie d'Ispahan se sont mis en grève. Des mouvements ont affecté les universités, principalement à Téhéran, Tabriz, Ahwaz et Meched. La police a tiré en l'air pour disperser une manifestation d'étudiants.

Les hôpitaux d'Etat ont été affectés de mouvements de grève. A Korramshar (près de la frontière irakienne), le personnel hospitalier a manifesté dans les rues. Dans l'ensemble du pays, des grè-

ves ont éclaté dans les administrations, les chemins de fer, les bus et les postes. Les tribunaux n'ont pas fonctionné, le personnel du ministère de la Justice étant en grève.

Les affrontements les plus graves se sont déroulés à Amol, où la police a ouvert le feu. Les affrontements se sont prolongés tard dans la nuit de dimanche à lundi. Des milliers de jeunes gens ont affronté les forces de sécurité. Le gouvernement annonce le chiffre de deux morts dans cette ville, ce qui laisse supposer un bilan beaucoup plus lourd. La ville de Babol, située à une trentaine de kilomètres d'Amol, a également été le théâtre d'affrontements sanglants. La police ayant assassiné un homme et blessé quatre autres, des manifestations

ont suivi : les manifestants ont notamment détruit des magasins vendant des boissons alcoolisées.

Des accrochages ont eu lieu à Behbahan, dans le Sud de l'Iran, où le siège du gouverneur général a été attaqué. Des heurts avec la police se sont déroulés dans de nombreuses autres villes d'Iran. Dans diverses entreprises, des dizaines de milliers de travailleurs ont organisé des sit-in sur leur lieu de travail pour appuyer leurs revendications, notamment d'augmentation de salaire.

Des bruits courent à Téhéran sur la nomination comme ministre adjoint à la cour du général Pakravan, ancien chef de la Savak.

KHOMEINY LANCE UN APPEL A LA LUTTE

L'Ayatollah Khomeiny a lancé un appel aux étudiants iraniens pour qu'ils encouragent l'armée à «rejoindre le peuple, briser les chaînes de la domination étrangère et se libérer de la honte d'être commandée par des conseillers étrangers». Ces déclarations interviennent au moment où le Shah manœuvre pour recomposer les forces politiques : ces dernières déclarations de Khomeiny pourraient bien faire échec à ces tentatives de replâtrage. L'Ayatollah a également attaqué le parti Toudéh (révisionniste) qu'il a accusé d'être en «contact avec l'appareil du Shah pour affaiblir le mouvement islamique».

Paris les VRP manifestent

Près de cinq mille VRP (voyageurs représentants placiers) ont manifesté lundi après-midi à Paris, pour protester contre le projet de loi de finance qui doit être discuté le 10 octobre à l'Assemblée nationale. Ce projet de loi prévoit entre autres une baisse de moitié du plafond des abattements fiscaux de 30 %, à concurrence de 5 000 francs, auxquels ils avaient droit jusqu'à présent pour leurs frais professionnels. D'autres catégories de personnel, journalistes, inspecteurs d'assurances, cadres de la fonction publique, de la chimie, qui sont également visés par ce projet, participaient à cette manifestation.